

Sommaire

APPELS ET RAPPELS	1
COMPTE RENDU DU C.A. DU 19.9.1997	3
TROISIÈME TABLE RONDE DE L'ANEF (6.12.1997)	7
ENSEIGNEMENTS ET SÉMINAIRES DE RECHERCHE.....	27
Séminaires.....	27
COLLOQUES ET RENCONTRES	41
France	41
Etranger.....	46
RÉSEAUX	49
PUBLICATIONS DES MEMBRES DE L'ANEF	53
APPELS À CONTRIBUTIONS	57
LIVRES	61
Comptes rendus	61
Parutions	75
REVUES.....	87
MANIFESTES.....	95
BULLETINS DE COMMANDE.....	99
STATUTS.....	101
ADHÉSION, ABONNEMENT	103



Appels et rappels

Appel à candidatures

Comme tous les deux ans, le Conseil d'administration de l'ANEF doit être renouvelé au cours de l'assemblée générale du mois de juin (date à préciser ultérieurement).

Si vous souhaitez être candidate au CA, veuillez envoyer votre candidature au secrétariat de l'ANEF avant le 28 mars 1998.

Vos publications

Celles qui veulent faire connaître leurs publications récentes sont priées d'envoyer leur liste de publications 1996-1997. Pour éviter les corrections, prière d'observer le modèle suivant :

▲ **Livre**

NOM, Prénom (date) *Titre*. Lieu d'édition : Maison d'édition.

▲ **Article dans une revue**

NOM, Prénom (date) *Titre*. *Titre de la revue* volume : numéro. Pages.

▲ **Article dans un ouvrage collectif**

NOM, Prénom (date) *Titre*. Responsable du volume. *Titre du volume*. Lieu d'édition : Maison d'édition. Pages.

Appel à cotisations pour 1998

Les cotisations couvrent l'année civile et peuvent donc être payées à partir de janvier. Barème en fin de *Bulletin*.

Appel à adresses électroniques

L'ANEF attend son site sur Internet et une adresse électronique qui doivent nous permettre un échange d'informations rapide, bon marché et plus actualisé que ne le permet le *Bulletin*. Celles d'entre vous qui possèdent une adresse électronique sont donc priées de bien vouloir envoyer un message à :

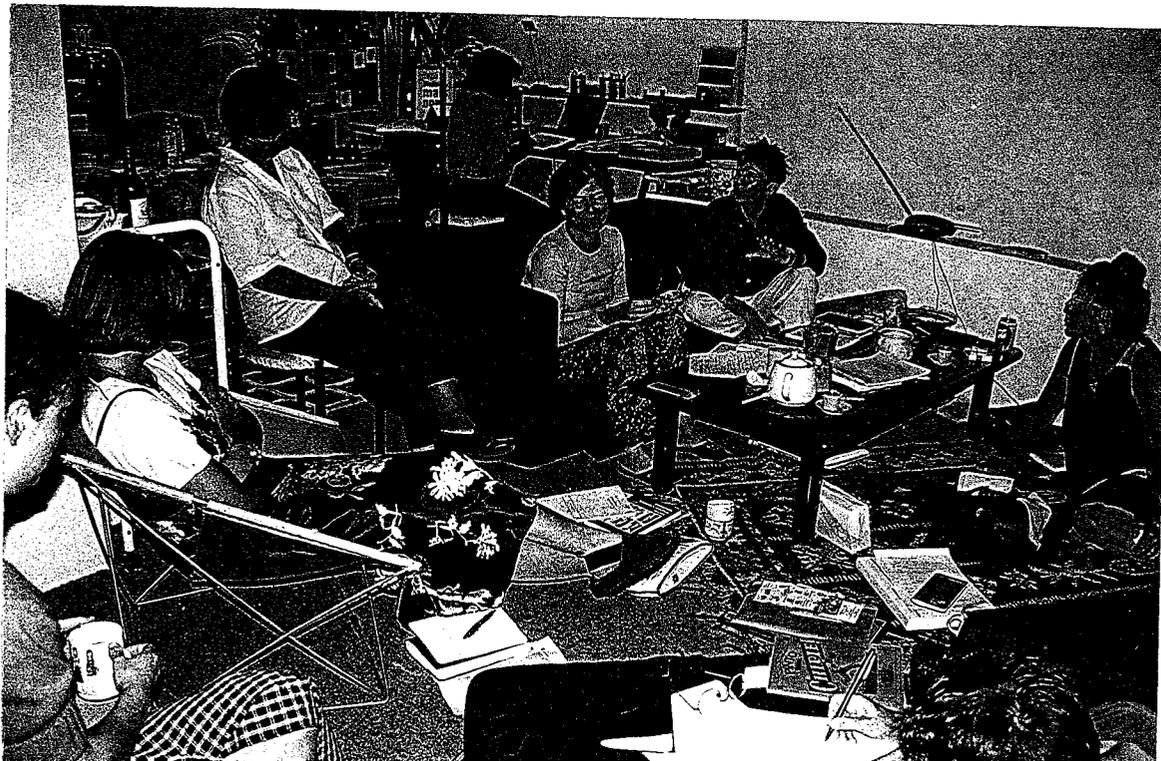
decure@cict.fr

(adresse provisoire)

Compte rendu du C.A.

*Réunion du C.A. de l'ANEF
du 19 septembre 1997*

Photo Nicole Décuré



Paris, le 19 septembre 1997.

Présentes : N. Décuré, F. Duroux, D. Fougeyrollas, I. Foyentin, A. Houel, N. Lefeuvre, B. Lhomond, F. Picq, H. Rouch, Erika Flahault (invitée par la commission « Université » à une partie du C.A.).

1. – PUBLICATIONS

Le bulletin

▲ Dates retenues de sortie du *bulletin* :

- septembre, préparé en juillet avec les enseignements de la rentrée ;
- janvier, préparé durant le trimestre d'automne, avec les enseignements du deuxième semestre ;
- avril, préparé au premier trimestre légal.

▲ Reprendre le principe des lettres intermédiaires.

La brochure de la journée 1997 est en cours.

La plaquette est en cours de réactualisation.

2. – COMMISSION « INTERNATIONALE »

▲ Compte rendu de Brigitte Lhomond sur la rencontre européenne de Coimbra (Portugal) du 7 au 12 juillet 1997.

▲ Point sur les réseaux :

- ENWS semble un réseau en extinction ; il est proposé de se retirer. Françoise Picq, qui avait été sollicitée pour être contact national de ce réseau, transmet le retrait de l'ANEF.
- WISE : Il faudra décider qui sera la personne contact de WISE pour l'ANEF. Ce doit être un membre du C.A.
- AOIFE (prononcer aïfa, ou Eva) : The Association Of Institutions of Feminist Education and Research in Europe est un réseau qui s'inscrit dans le programme Socrates, soit une fédération d'établissements universitaires qui proposent des échanges, etc., dans le cadre de la DG 22 (qui s'occupe des questions de formation, éducation, etc.). Seules deux universités françaises en font partie : Toulouse-Le Mirail et Lyon II. La première assemblée générale qui devait définir les statuts s'est tenue le 7 juillet à Coimbra.

Deux projets en cours pour AOIFE :

▲ **Le projet Athena**

Deux axes au projet Athena (c'est-à-dire le réseau thématique des études féministes) : l'axe « nouvelles technologies » et l'axe « Curricula ». Ces travaux sont remis à une année ultérieure pour cause de non-financement.

▲ **TSER** (Targeted Socio-economic Research of the European Commission, Directorate general XII, Science, Research and Development. Nous en sommes au TSER 4 et se prépare le TSER 5.

3. – COMMISSION « UNIVERSITÉ »

▲ Préparation de la troisième table ronde sur les universités du 6 décembre 1997 :

- matin : bilan des études féministes du point de vue des étudiantes, témoignages ;
- après-midi : bilan des études féministes à l'université à partir des débats du matin.

Qu'est-ce qui est prioritaire ? Demander des postes ou des enseignements ?

4. – PARTICIPATION DE L'ANEF au financement du colloque « La Parité : enjeux et mise en œuvre » les 6 et 7 février 1998 à Toulouse.

Décision du C.A. de participer à l'organisation du colloque jusqu'à concurrence de 5 000 F, en partenariat.

5. – PARTICIPATION DE L'ANEF À DIVERS COLLECTIFS

Qu'en est-il, d'une façon générale, de la participation militante de l'ANEF au Collectif national pour les droits des femmes ? Au plan militant, il y a accord de principe du C.A. mais il nous faut trouver des forces vives. Au plan financier, nous renouvelons notre participation (1 200 F).

La CLEF (Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes). Débat contradictoire sur l'opportunité de la participation de l'ANEF à la CLEF. Dossier à instruire.

6. – BANQUE DE DONNÉES GRACE

L'équipe Simone travaille sur les différents scénari qui aboutiront à la mise sur Internet de la banque de données.

7. – RAPPORTS AVEC LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

L'ANEF pourra désormais demander un rendez-vous à mesdames Jourdain-Méninger et Quatremarre, qui sont conseillères techniques auprès de Martine Aubry.

Irène Foyentin

13 roisième Table ronde de l'ANEF

Paris, 6 décembre 1997

Un compte rendu détaillé paraîtra dans le n° 26. En attendant, voici quelques interventions d'étudiantes et étudiants et d'enseignantes lors de cette journée.

Photo Nicole Décuré



Intervention d'étudiantes et étudiants

LYON II

Contribution de Gislaine Saye

Pour ce qui concerne Lyon II, nous avons choisi d'évoquer les études « femmes » en terme d'époques (avec un « s »).

Julie abordera comment, à quelque 20 ans, on envisage la pertinence de telles études.

Natacha vous fera part des sentiments d'une jeune femme de 22 ans quant au féminisme, en 1997, en lien avec ces enseignements.

Mes 40 ans inscrivent le choix de ces études dans un vécu lié à une période de l'histoire des mentalités.

Le droit de vote, porter le pantalon, le recours à la contraception, la possibilité d'avorter étaient déjà là, conquis de fraîche date, au sortir de mon adolescence (en 1975, j'avais 18 ans) sans que j'aie à lutter.

Ma mère était au foyer. Mais j'ai grandi à la campagne, avec des cousins, grimant aux arbres, le collège (entrée en septembre 1968) puis le lycée étaient mixtes. Dans ma tête résonnaient « égalité des droits », « un enfant si je veux quand je veux »... qui n'étaient pas pour moi « slogans » mais égalité naturelle et légitime.

Je ne ressentais pas appartenir à une catégorie sexuée : j'essayais péniblement d'être « moi ».

L'entrée dans la vie professionnelle (à la Sécurité Sociale, à Marseille, après arrêt d'études dont je ne voyais pas l'issue concrète — et par nécessité alimentaire), plus encore un engagement syndical et politique (vers 1978) m'ont appris que je n'étais « qu'une femme ».

Si les tracts — du 8 mars — vibraient d'allégories égalitaristes, le quotidien militant était tout autre.

Je ne comprenais pas pourquoi j'aurais dû m'occuper — comme mes compagnes — exclusivement du journal féminin, *Antoinette* (qui a d'ailleurs cessé de paraître), des revendications de crèches, voire de la trésorerie, ni pourquoi nos prises de parole — aux femmes —, lors des

réunions, étaient si problématiques, ponctuées de regards ou apostrophes égrillardes.

J'épuisais mon ardeur militante à me rebeller, à l'intérieur des instances, contre cette injustice incompréhensible, contre mes « camarades »...

De graves problèmes de santé ont coupé court à ces activités. Ils étaient d'ordre gynécologique et j'ai alors dû affronter le corps médical, sa désinvolture à prescrire une ablation radicale. « Mon corps m'appartient » n'était pas non plus un slogan sans fondement, mais une évidence que j'essayais de défendre.

Je suis peintre aussi, et un galériste prétendait « asexuer » mon pseudonyme (Galatée) en ôtant le « e » final : peintre-femme, ça ne plaît pas aux collectionneurs...

Tout ceci m'a conduit à reprendre des études à la fac, en psycho, pour « comprendre » : les études « femmes et rapports de sexe » s'imposaient en corollaire.

J'ai suivi 4 U.V., en 1^{re} et 2^e année de DEUG : « Les femmes et l'art », « Discours médicaux, rapports du corps aux modèles », « Sexualité, sexuation », « Les premières femmes psychanalystes et Freud ».

Ces enseignements m'ont apporté des explications à des phénomènes autrement incompréhensibles. Ils ont complété le cursus du DEUG psycho, par un éclairage moins « borgne » des processus d'individuation, de socialisation, insistant sur la force et la prégnance des représentations, leur ancrage dans le psychisme individuel.

Il faut dire aussi que l'enseignement de psychologie sociale nous est, à Lyon II, en DEUG, dispensé en partie par Annik Houel, responsable du C.L.E.F. (Centre Lyonnais d'Etudes Féministes) et des U.V. « Femmes et rapport sociaux de sexe ». Ce qui n'est pas sans influence sur la teneur de son cours. Mais quid de cet enseignement ailleurs, ou après elle ?...

Je souligne également que le clivage, lourd et douloureux, entre psychologie sociale et psychologie clinique est dépassé dans ces enseignements, ce qui contribue à leur lisibilité, leur vision globale, et c'est appréciable.

Sur la forme, l'exigence de ces U.V. (un mémoire par thème, dès la première année) force à une rigueur, un apprentissage plus précoce de la méthodologie qu'exigé par ailleurs, tout en préservant dans la tenue des cours un espace de parole, par des exposés motivants, des relations vivantes avec les enseignantes, une liberté de ton et une ouverture d'esprit qui, sans édulcorer la réalité, engagent une réflexion sur les rapports de sexe ailleurs que dans la sclérose d'un « anti-mec » aigri et crispé.

Intervention de Natacha Frugier

J'ai beaucoup aimé participer à ces U.V. d'« Etudes sur les femmes et rapports sociaux de sexe ».

J'ai fait « Rites d'institution, sexuation en Afrique noire », « L'invention des petites filles » puis « Les premières femmes psychanalystes et Freud » et « Sexualité, sexuation ». Les deux dernières U.V. m'ont particulièrement touchée parce qu'elles me parlaient directement. Par contre, je n'ai jamais eu la sensation de faire des études féministes et heureusement car ma représentation de ce terme est plutôt négative.

Tout d'abord, c'est un mot qui, pour moi, appartient au passé, aux années 70 avec les manifs et autres lois de l'époque, votées en faveur des femmes. Mais il a une connotation péjorative car il sonne comme un extrémisme, comme machisme, sexisme. J'ai toujours des réticences à l'employer car je rencontre souvent deux sortes de réactions : mépris ou sourire moqueur (les gens prennent cela pour quelque chose de ridicule, qui les fait rire). J'ai observé ces réactions chez les deux sexes.

Lorsque j'entends ce mot, je ne peux m'empêcher de penser au militantisme ridicule : les femmes contre les hommes... Je sais — je suppose — que ce n'est pas cela, mais si j'y pense, c'est bien que cette idée a dû être un jour générée par quelque chose !

Je me rends par contre tout à fait compte que si « féminisme » est utilisé, c'est qu'il est encore utile, que ça n'a pas encore percuté dans les esprits, qu'il y a des choses à changer. Mais en fait pour moi, l'idéal du féminisme, c'est celui que j'ai vécu pendant deux ans, « sans m'en rendre compte », c'est-à-dire comme quelque chose qui touche, qui interpelle, qui s'insinue dans la vie de tous les jours et qui, mine de

rien, fait son petit bonhomme de chemin. Jamais je n'ai ressenti un quelconque militantisme qui m'aurait gênée, jamais je ne me suis sentie agressée, ça a été une culture générale, une culture de la vie... Quelque chose de très positif.

Je regrette seulement deux choses : que cela ne dure que le temps d'un DEUG et que seuls les étudiants de psycho soient concernés. Je pense qu'avant de penser à un diplôme d'études féministes, il faut d'abord s'ouvrir aux autres disciplines, pour faire évoluer les mentalités.

Intervention de Julie Verdel

Cours suivis en DEUG dans le cadre de la dominante 2, « Etudes sur les femmes et les rapports sociaux de sexe » :

L'invention des petites filles ;

Rites d'institution, éducation, sexuation ;

Sexualité, sexuation ;

Les premières femmes psychanalystes et Freud.

Critiques sur le contenu des cours :

Ces cours étaient à fois théoriques et comprenaient des exposés, des débats. Il est vrai qu'il s'agissait souvent de sujets idéaux pour le débat, la discussion. Les contenus étaient pluridisciplinaires, surtout en première année avec un cours plus axé sur l'ethnologie, et l'autre plus littéraire. En deuxième année, on sentait nettement la psycho ! Ce sont donc des cours riches pour la culture générale.

Les contenus, loin d'être rébarbatifs, étaient souvent rattachés au concret, vécu, observable. Les étudiants, se sentant concernés, étaient donc plus intéressés. Pour ma part, et selon les échos que j'ai eus, les étudiants étaient motivés et surtout prenaient beaucoup de plaisir à ces cours. Je crois qu'il est fondamental de souligner cette notion de plaisir... Plaisir grâce à l'écoute mutuelle, non seulement entre profs et étudiants, mais également entre étudiants, par le biais des exposés, interventions, etc.

On peut reprocher, d'ailleurs parfois le trop grand nombre d'exposés : les cours devenaient presque trop riches et l'on débordait du programme initialement prévu, ou s'en éloignait. Bien sûr, c'est enrichissant, mais un peu dommage.

Le mémoire est pour moi la validation la plus intelligente. Il initie au travail personnel — ce sont les seuls cours qui l'ont vraiment permis — et est vraiment enrichissant.

Voilà pour le contenu et l'ambiance. La plupart des étudiants ont été satisfaits. Moi en particulier. Les points de vue sur ces cours sont plutôt positifs en général.

Les étudiants :

La majorité est : femme et en psycho ! Surtout en deuxième année ! Il y a très peu d'hommes. On peut se demander pourquoi. Bon, c'est vrai que déjà dans la filière de psycho, les hommes sont rares. Mais je crois également que l'intitulé des cours peut les effrayer... Peur ? Désintérêt ? Et il y a aussi le mot « féminisme » qui peut les retenir.

Il y a donc une majorité d'étudiants de psycho, et surtout des étudiantes. Il y a donc forcément moins d'ouverture au niveau des débats et des interventions. On a donc pu ressentir — du moins je l'ai ressentie — une certaine frustration par rapport à la rencontre d'étudiants d'autres horizons. Mais en compensation, ces cours ont permis aux étudiants de psycho de mieux se connaître.

Pourquoi pas plus d'étudiants hors de psycho ? : Je crois qu'il faut souligner trois grands points qui peuvent l'expliquer :

- le problème de la réelle utilité de ces cours pour le cursus. Pour les étudiants qui ne sont pas en psycho, il s'agit surtout d'un enrichissement personnel, ils ne peuvent pas vraiment les rattacher à leurs cours ;
- il n'y a pas de réel aboutissement à ces cours, pas de continuation en deuxième cycle, sauf éventuellement en psychologie sociale, mais il n'existe aucune spécialisation ;
- les intitulés n'évoquent peut-être pas grand-chose pour les étudiants d'autres filières, ou du moins, ils se demandent bien à quoi ça va leur servir.

Pourrait-on alors penser à quelque chose comme l'introduction d'un chapitre « Etudes sur les femmes, rapports sociaux de sexe » en Terminale, dans les cours de philo, par exemple ? Les étudiants arriveraient ainsi en première année de faculté et se sentiraient plus facilement interpellés par de tels intitulés.

En conclusion :

Ce sont des cours que j'ai trouvés fantastiques et qui restent à part. Un peu trop à part ?! Ils étaient riches, nous poussaient à une grande ouverture d'esprit, l'ambiance était bonne. Mais selon moi, il manque :

- une filière à part entière, détachée de la psycho (pour Lyon) et pluridisciplinaire ;
- une « suite » à ce cours, voire quelque chose de très concret comme un diplôme.

Et reste la question des débouchés

PARIS VII

Contribution de Caroline Van Themsche

J'ai passé une maîtrise en histoire ancienne à Paris VII sous la direction de Louise Bruit et Pierre Vidal-Naquet, dont l'intitulé était : « **L'influence politique des femmes dans le traité *De mulierum virtutibus* (*De la valeur des femmes*) : représentations et réalité** ».

Si j'ai travaillé sur un sujet concernant les femmes, je n'ai pas suivi d'enseignement féministe cette année-là. Il n'y a d'ailleurs aucun séminaire de maîtrise en histoire ancienne à Paris VII qui aborde des problématiques traitant des rapports sociaux de sexe.

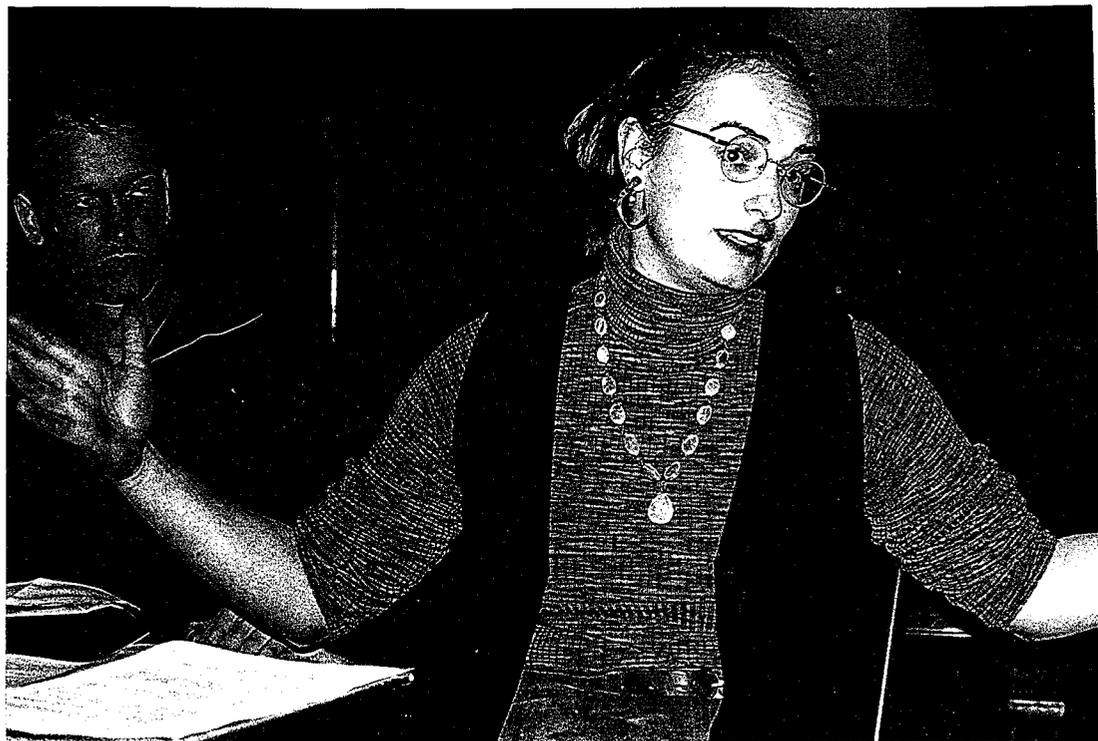
Il en existe un pour les étudiant.e.s en histoire contemporaine, celui de Régine Dhoquois et Gabrielle Houbre qui, l'année où j'ai passé ma maîtrise, avait comme thématique : les femmes et le temps.

C'est donc vers mes directeurs (de maîtrise) que je me suis tournée lorsque j'ai eu des questions spécifiques sur mon sujet. Je dois dire que lorsque j'ai décidé de faire une maîtrise en histoire ancienne, j'ai tout de suite eu envie de choisir les femmes comme objet d'étude. Mais, c'était un objet de savoir que je ne replaçais pas directement dans la perspective des études féministes.

Cependant, au fur et à mesure de l'année, alors que je traitais mon sujet, j'ai commencé à m'intéresser à cette approche. C'est ainsi que par

Troisième Table ronde de l'ANEF

Photos Nicole Décuré



Paris, le 6 décembre 1997.

l'intermédiaire de Louise Bruit, j'ai participé à une université d'été portant sur les études féministes dans le cadre du programme d'échanges universitaires : SOCRATES. Celle-ci réunissait des étudiants et étudiantes venus majoritairement d'Europe occidentale et d'Europe de l'Est et avait une approche multiculturelle et interdisciplinaire.

TOULOUSE-LE MIRAIL

Une étudiante de 3^e cycle universitaire

Le DESS de « politiques sociales et rapports sociaux de sexe » que je viens de terminer, qui s'appelle aujourd'hui « Développement social et rapports sociaux entre hommes et femmes », et qui s'est appelé aussi, tel est l'intitulé de mon diplôme, « Politiques du développement social : femmes, hommes, rapports sociaux », n'est pas une formation ordinaire ni classique : il faut reconnaître que la dimension « rapports sociaux de sexe » fait toute son originalité.

En soi ceci est regrettable, dans le sens où cette originalité est la manifestation de l'absence de cette dimension dans les formations universitaires en général. Absence ressentie comme injuste lorsqu'aujourd'hui je repense aux études que j'ai faites auparavant, en histoire et en science politique à la Sorbonne, car je réalise que malgré une démarche constructive, surtout en science politique, ne m'a été livrée qu'une version masculine d'une science qui ne s'est pas encore penchée sur le faux universalisme de ses objets et de sa théorie.

Alors je crois que le premier apport des études féministes que je viens de mener est d'ordre purement intellectuel : elles donnent à repenser en d'autres termes et avec un autre regard le champ de la science politique. Ainsi, sur le plan personnel, faire ce DESS m'a profondément motivée pour prolonger mes études et réaliser une thèse de doctorat en science politique. Ce projet semble aujourd'hui prendre forme avec la possibilité, au Québec avec les chercheurs-ses de l'IREF, d'approfondir cette question des rapports sociaux de sexe en science politique.

Alors que se passe-t-il dans ce DESS qui puisse séduire à ce point, qui ait provoqué chez moi une telle boulimie de lectures et qui m'ait fait connaître ce qu'on appelle le plaisir intellectuel ?

Ces études, tout d'abord, nous conduisent à prendre possession d'une théorie qui permet de percevoir et d'analyser dans différents domaines les rapports inégaux et hiérarchiques entre les hommes et les femmes : dans le domaine des politiques sociales pour l'emploi, la formation professionnelle, la santé, la prévention du Sida, l'accompagnement des personnes âgées, dans le domaine des droits des femmes, avortement, contraception, dans le domaine de l'accueil des femmes et des enfants victimes de violences, et enfin, dans le domaine de la politique du logement.

Cette diversité de thèmes, étudiés à travers quatre modules interdisciplinaires et la réalisation de trois dossiers, permet d'acquérir une technique, un regard automatique sur les politiques publiques et leurs effets différenciés et donne envie d'exercer cette technique d'analyse sur d'autres objets.

Ensuite, à Toulouse, dans ce DESS, à force de déconstruire la réalité sociale et de dénoncer les injustices dont sont victimes les femmes, nous réalisons qu'il y a là une cause à défendre, des luttes à mener et avec d'autres étudiantes du DESS, nous nous sommes engagées dans le militantisme et avons participé aux Assises pour les droits des femmes de mars 1997.

Enfin, à mon avis, lorsqu'on se trouve dans une formation qui intègre la dimension « rapports sociaux de sexe », se crée un profond sentiment de solidarité, parmi ceux convaincus bien sûr, car il y en a toujours quelques-uns qui connaissent à un moment l'« overdose » des rapports sociaux de sexe et qui ne veulent plus en entendre parler. Mais pour les autres, ce sentiment de solidarité existe, et nous avons pu le mesurer cette année à Toulouse, en rencontrant d'anciennes élèves du DESS, rencontres fructueuses qui ont conduit à la création d'une association d'élèves du DESS, qui s'appelle « Artémisia », conçue comme un réseau de marrainage et de parrainage pour l'insertion professionnelle, comme un réseau de contacts et d'échanges entre anciens/anciennes-nouveaux/nouvelles et comme un lieu de soutien aux divers projets associatifs dans le domaine social et féministe. Et cette solidarité entre nous, à mon sens, n'est pas sans lien avec l'originalité première de notre formation et avec le fait qu'il nous faut, hélas, encore aujourd'hui, convaincre un peu partout de l'existence diffuse mais réelle des inégalités

hommes/femmes et de l'intérêt d'en combattre leurs diverses manifestations, notamment dans le champ de l'action sociale et politique.

LECTURE ENSUITE D'EXTRAITS DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE AUPRÈS D'ANCIENS-NES DU DESS SUR LEURS DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

1/ Où se sont insérés-es les titulaires du DESS Politiques sociales et rapports sociaux de sexe ?

L'activité professionnelle des anciennes étudiantes du DESS s'effectue généralement dans :

- des associations d'insertion sociale (mission locale, associations comme Vivre ensemble), des associations d'aide à domicile, d'information (CIDF), de formation professionnelle, de prévention de l'alcoolisme, de recherche (bureaux d'études) ;
- des collectivités territoriales : action sociale dans les communes, dans les conseils généraux, sur la création d'entreprise ou le développement local ;
- au Parlement (une attachée parlementaire) ;
- une société d'HLM ;
- au Service des droits des femmes (trois chargées de mission des droits des femmes ont suivi le DESS en formation continue) ;
- à la Cité de l'espace à Toulouse ;
- une entreprise privée de restauration.

Les postes occupés, formation initiale et formation continue confondues, sont des postes de chargée de mission (5), coordinatrice (5), attachée parlementaire, chargée de l'action sociale, conseillère juridique, conseillère formation, animatrice, assistante de responsable, assistante manager, chargée d'études, enseignante, diététicienne à l'hôpital.

2/ Les difficultés rencontrées et la manière de présenter le diplôme :

La majorité des étudiantes des trois promotions précédentes qui nous ont répondu ont mis l'accent sur les politiques sociales lors de la rédaction de leurs CV, « gommant » l'aspect « rapports sociaux de sexe » et certaines ont abordé la spécificité « femmes » lors de l'entretien. La remarque générale est que cette spécialité « soulève peu d'enthousiasme et d'intérêt ».

Les débouchés du DESS de ce fait semblent indépendants de la spécialité acquise par l'analyse en termes de rapports sociaux de sexe et plutôt liés aux disciplines d'origine des étudiantes.

VERSAILLES

Contribution d'Alexandre Taithe

Lors de l'année universitaire 1996-1997, le premier semestre de la maîtrise en science politique de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) a été placé sous le thème « Les femmes et la politique ». C'est donc dans ce cadre que le colloque du 17 octobre 1996, reprenant ce thème, a été organisé. Deux enseignements, le séminaire de recherche hebdomadaire et le cours de méthode de la science sociale, ont également été consacrés à ce sujet.

Le colloque fut le point d'orgue de ce premier semestre. Il a été un moyen original et spectaculaire de sensibiliser les instances de l'Université et d'intéresser les étudiants, garçons et filles.

La spécificité de la méthode d'approche des études féministes à l'UVSQ était d'inclure une participation active des étudiants ; l'intérêt premier d'avoir combiné sur le même thème le colloque et deux enseignements, fut de susciter une forte implication des étudiants. On peut en effet penser que le colloque n'aurait pas eu le même impact sur les étudiants sans la rédaction de deux travaux, obligeant ainsi à une réflexion personnelle sur le thème général.

En plus d'une synthèse critique du colloque, tenant compte des séances préparatoires et des réactions qu'il a suscitées, les étudiants ont fait l'analyse d'un entretien semi-directif mené avec une personne de leur choix (femme sympathisante, militante ou membre d'une organisation politique). Ce fut pour la plupart d'entre nous, une démonstration étonnante de l'existence de rôles sexués en politique, rendant ainsi apparentes la domination des hommes dans les rapports homme/femme en politique et l'intégration de sentiments d'incompétence.

La réaction des étudiants face au thème semestriel appelle deux remarques.

Tout d'abord, les étudiants de la maîtrise ont tous fait l'amalgame entre le féminisme et le sujet du colloque « Les femmes et la politique ». Nous avons l'impression a priori qu'il s'agissait plus d'un colloque d'histoire que de science politique. Et ce n'est qu'après la manifestation et la rédaction des deux travaux que nous avons eu conscience que le féminisme était également un sujet d'étude autonome, un terrain de recherche propre.

Ensuite, si nous connaissions plus ou moins les inégalités de traitement et de représentation des femmes en politique ou dans le monde du travail, nous ignorions la profondeur de l'ancrage historique de schémas de pensée socialement intégrés, facilitant de manière quasi inconsciente et automatique la reproduction de pratiques discriminatoires.

Sur le plan universitaire, le colloque a permis d'accélérer la création d'enseignements d'études féministes. En maîtrise de science politique (1997-1998), Charles Sowerwine (université de Melbourne, Australie) donne désormais un cours d'histoire du féminisme entre 1870 et 1990.

Un séminaire de recherche, intitulé « Rapports sociaux de sexe », a été mis en place dans le DEA d'histoire socio-culturelle de Pascal Ory. Il débutera à la rentrée 1998 et devrait être commun avec le futur DEA de science politique dont l'habilitation sera demandée lors de la prochaine campagne. Il a la particularité d'associer sept sciences humaines enseignées à l'UVSQ ; pluridisciplinarité corroborée par la participation d'enseignants français et étrangers étrangers à l'université.

Intervention d'enseignantes

UNIVERSITÉ LUMIÈRE-LYON II

Contribution de Patricia Mercader

Maître de conférences en psychologie

La belle-mère de Blanche-Neige et autres créatures de rêve

Quand nous questionnons⁽¹⁾ nos étudiants en « études sur les femmes et les rapports de sexe » à propos des rapports entre les hommes et les femmes, de la situation des femmes dans la société, et du féminisme, nous obtenons des réponses contrastées, souvent très décalées par rapport aux objectifs que nous nous fixons. Ces décalages doivent, bien sûr, s'analyser en termes politiques : ils montrent bien, entre mille autres choses, comment le féminisme français n'a pas complètement réussi à contrer l'image péjorative qui lui a été assignée par ses détracteurs. Mais ils peuvent aussi s'interpréter d'une façon plus psychologique, dans le cadre d'une relation très ambivalente avec nous enseignantes, relation où se jouent des éléments identificatoires et de génération, et marquée par la problématique du transfert maternel. C'est ce dernier aspect que je vais développer, car il me semble tout particulièrement utile pour une réflexion sur nos stratégies pédagogiques.

En ce qui concerne l'inégalité entre les hommes et les femmes, la réponse la plus fréquemment rencontrée comporte un élément de mise à distance manifeste : sans doute, les femmes sont socialement défavorisées, mais au Maghreb, en Afrique, dans l'histoire, dans la littérature... Surtout pas aujourd'hui en France, et surtout pas dans le milieu auquel

(1) L'enquête par questionnaire que j'utilise ici est plus largement décrite dans une communication au Colloque Université Toulouse-Le Mirail, « Les femmes et l'Université dans les pays de la Méditerranée », 26-30 septembre 1995, à paraître. Elle concerne des étudiants en DEUG. L'analyse a porté sur environ deux cent cinquante questionnaires.

appartient l'étudiante elle-même, ce qui évoque un mouvement de dénégation, ou peut-être de résistance au féminisme réel ou supposé de l'enseignante.

On trouve aussi des réponses tout à fait traditionnalistes. On s'y attend quand elles marquent une opposition avec les enseignantes : par exemple cette étudiante qui, à propos d'une U.V. où les enseignantes s'attachent à montrer le caractère construit des traits masculins et féminins, dit avoir surtout été « surprise de constater à quel point les jeunes femmes de notre génération sont révoltées par les inégalités de genre alors qu'à notre époque il n'y en a presque plus, et celles qui demeurent sont dues à nos différences biologiques (ex. force physique) ». C'est plus perturbant pour nous quand elles explicitent un "oui", car elles nous tendent alors un étrange miroir : « Oui [vous m'avez convaincue], les hommes et les femmes se complètent », par exemple !

Interrogées sur les rapports entre les hommes et les femmes, les étudiantes qui affirment une position féministe sont souvent assez virulentes dans leur formulation : elles parlent du « conditionnement » que subissent les hommes et les femmes, de stéréotypes sociaux, de domination, et parfois même d'esclavage : « Les femmes sont des esclaves, les hommes régentant tous leurs faits et gestes ». C'est que cette notion est entendue de façon très personnelle, et c'est aussi l'aspect personnel qui domine pour celles qui rejettent les thèses féministes : « Mes rapports avec le sexe opposé n'ont jamais posé aucun problème », dit une étudiante, et une autre : « Je pense que les rapports entre hommes et femmes ont été tels que je les ai vécus et je n'ai pas l'intention de les changer à cause ou grâce à ce cours ; pour ma part, j'ai de bonnes relations avec les hommes ».

Ces jeunes femmes imaginent de façon sous-jacente que nous cherchons à les faire changer dans leur vie personnelle, ou même à attaquer leur vie affective et sexuelle en train de se construire ; elles réagissent à notre enseignement comme à une attaque ou à une intrusion dangereuse qui ne peut que renvoyer à un personnage maternel (combien de contes de fées évoquent une héroïne aux prises avec une marâtre hostile et castratrice, et un prince dont le rôle est précisément de secourir l'héroïne dans ce combat pour la sexualité ?). On peut penser que la mise à distance évoquée plus haut participe de ce mouvement défensif, de

même que les étranges déformations qui font que certaines entendent précisément l'inverse de ce que nous cherchons à dire.

Le terme même de féminisme est connoté de façon nettement positive pour près de la moitié des étudiantes, et de façon très péjorative dans environ un quart des réponses. Il est presque toujours associé au thème de l'égalité de droits entre hommes et femmes. Les étudiantes parlent beaucoup moins de discrimination ou de libération des femmes, par exemple, et pas du tout de hiérarchie entre les sexes, de rapports sociaux de sexes, etc. En général, et fort heureusement, cette égalité entre les sexes est connotée de façon positive. Néanmoins, les étudiantes estiment souvent que l'égalité des sexes est aujourd'hui acquise en Occident, et par conséquent qu'être féministe aujourd'hui signifie demander trop, en quelque sorte.

Dans cette logique, l'égalité des sexes peut évoquer pour certaines le dangereux spectre d'un retournement des pouvoirs : « Un effort pour aller vers l'égalité. Mais je suis contre la suprématie féminine, elle n'instaurerait que ce qu'ont instauré les hommes pendant si longtemps. » L'égalité est en fait souvent entendue plutôt dans une problématique d'équité : « Le féminisme, c'est la reconnaissance des droits de la femme et leur application qui doivent être égaux à ceux des hommes tout en prenant en compte leurs différences », écrit une étudiante. Un étudiant soutient, dans le même esprit, que l'égalité entre les sexes est inadéquate, au nom précisément de leur différence : le féminisme est pour lui un extrémisme dangereux, car « il faut chercher à défendre les droits de la femme et non à être égale à l'homme car leurs besoins ne sont pas les mêmes. » Une étudiante pense même que l'égalité des sexes détruirait leur différence : « Les féministes refusent la différence des sexes. Pour elles, homme et femme doivent être placés sur un plan d'égalité ».

En somme, quand l'égalité entre les sexes suscite une certaine réticence, c'est parce qu'elle est confondue avec une indifférenciation d'autant plus angoissante qu'elle est imaginée comme perte pure. Ainsi les féministes seraient « des femmes qui refusent d'être femmes » ou bien « des femmes très, trop libérées qui en perdent leur féminité ». Comme elles sont, dans le même mouvement, qualifiées de « ringardes », on peut encore une fois interpréter cette représentation comme la vengeance d'une fille à l'égard d'un personnage maternel enfin réduit à merci, puni



Patricia Mercader, le 6 décembre 1997.

d'avoir prétendu tout avoir (à la fin du conte, la marâtre de Blanche-Neige danse avec des chaussures de fer rougi au feu, jusqu'à ce que mort s'ensuive...).

Pour certaines au contraire, c'est avec une certaine forme de féminité que le féminisme semble se confondre : « Pour moi, cela signifie s'assumer en tant que femme, porter des vêtements appropriés à la femme, agir, se manifester en tant que femme », « Le féminisme pour moi concerne les femmes qui veulent prouver qu'elles peuvent rester tout autant féminines mais aussi essayer d'accéder à des places qui sont généralement occupées par des hommes ».

Il s'agit moins d'affirmer une féminité que de ne rien perdre, au prix parfois de heurter de front le stéréotype le plus répandu : « Pour moi, la féministe type est une femme épanouie, bien dans sa peau et dans sa vie, qui défend ses droits d'intégration dans la société et son rôle vis-à-vis du sexe opposé, sans être castratrice. » C'est bien le même modèle du « tout avoir », mais cette fois idéalisé, ce qui est plus agréable *a priori*, et tout à fait la même chose au fond. Rien, en effet, ne se fécalise plus vite que les idéaux (ou, en d'autres termes : dans quoi tombe-t-on, quand c'est d'un piedestal qu'on tombe ?).

Je voudrais pour conclure ajouter deux idées en contrepoint. D'abord, à ce transfert maternel des étudiantes répond, je crois, un contre-transfert tout aussi maternel de notre part : dans le rêve d'une relève entre pour beaucoup le désir d'une filiation féministe... Et puis les marâtres ont du bon : avec toutes les ambivalences que nous avons vues, ces enseignements restent l'occasion de prises de conscience fondamentales. Les étudiantes découvrent comment le sens commun peut être questionné, comment le clivage entre études et vie (professionnelle, affective...) peut être dépassé, un autre rapport avec la théorie et de nouvelles possibilités identificatoires. Si l'on ajoute que dans l'ensemble, pour elles comme pour nous, ces enseignements sont plutôt connotés de plaisir, sommes-nous si loin de notre but ?

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG II

Communication de Rebecca Rogers

E-mail : rrogers@ushs.us-strasbg.fr

L'enseignement de l'histoire des femmes et les rapports sociaux de sexe en France

A partir d'une enquête faite auprès des enseignants d'histoire à l'université, j'ai voulu rendre compte des contours et des limites de l'enseignement sur les femmes ou les rapports sociaux de sexe en France.

Utilisant les informations fournies dans les premiers numéros de *CLIO : Femmes, histoire, société* (premier numéro en 1995), j'ai envoyé une vingtaine de questionnaires auprès de toutes les personnes qui se sont signalées dans cette revue. Les treize réponses m'ont permis d'établir un état des lieux en histoire qui néglige malheureusement les enseignements historiques dans les départements de civilisation étrangère. Ainsi, on trouve neuf universités en France (sur un total d'environ 90) où un enseignement spécifique sur les femmes existent : à Paris VII, Paris VIII, Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Toulouse II, Lyon II, Aix, Grenoble, Rouen et Rennes.

Dans la majorité des universités (six sur neuf), l'enseignement sur les femmes apparaît en licence sous forme de module optionnel. Les titres

des cours se réfèrent en majorité à l'histoire des femmes alors que la réflexion méthodologique sur le genre est réservée aux étudiants de maîtrise ou aux chercheurs. Les cours ne se cantonnent pas aux femmes à travers l'histoire sociale ou au féminisme, mais traitent aussi de thèmes en rapport avec la politique ou le pouvoir. Les effectifs varient entre 20 et 30 étudiants à Toulouse, 50 à 60 dans les autres universités et 98 à Rennes ; presque toutes les enseignantes ont signalé une vaste majorité de femmes dans leurs cours.

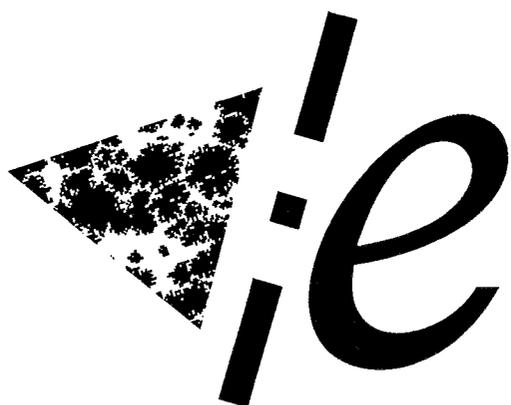
Les cours sur les femmes ou le genre génèrent un certain intérêt de la part des étudiants, mais les possibilités de poursuivre en maîtrise et DEA sont plus rares (trois universités ont un cours de maîtrise dans le domaine ; une seule un cours de DEA).

Ceci est étroitement lié au poids de la hiérarchie dans l'université française. Jusqu'à cette année, le faible nombre d'enseignants habilités à diriger des recherches (deux sur neuf) limitait évidemment la possibilité de développement. Malgré ces contraintes, dans ces universités, un nombre non négligeable de maîtrises et de DEA sur les femmes sont soutenus chaque année. La recherche est donc active dans certaines universités ; il suffit, semble-t-il, d'une personne dynamique pour générer la demande.

Photo Nicole Décuré

*Rebecca Rogers.*

Les résultats plus approfondis de cette enquête seront présentés dans les *Actes du colloque de Rouen* (« Une histoire sans les femmes est-elle possible ? », novembre 1997) dans le cadre d'une communication portant sur la comparaison entre l'enseignement sur les femmes aux Etats-Unis et en France.



*enseignements
et séminaires
de recherche*

Séminaires

CNRS-UPR 266

GEDISST

(Groupe d'études sur la division sociale et sexuelle du travail)

E-mail : gedisst@iresco.fr – tél. 01 40 25 12 06 – fax 01 40 25 12 03

SÉMINAIRE 1997-1998

(Organisateurs : J. Coutras, H. Hirata et H. Le Doaré)

De 14 h à 17 h – salle 101 – IRESO – 59-61, rue Pouchet 75017 Paris.
Métro ligne 13 Guy-Moquet ou Brochant, autobus 66 La Jonquière, ou PC Porte Pouchet.

(*) La séance du 6 avril 1998 se déroulera de 9 h 30 à 13 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30. Le programme de la journée et le nom des intervenants seront communiqués ultérieurement.

▲ Lundi 17 novembre 1997

Monorésidentialité féminine et réappropriation de l'espace et du temps

Erika Flahaut (sociologue, ATER au département de sociologie à l'université de Marne-la-Vallée).

Discutante : Jacqueline Coutras (géographie, GEDISST-CNRS).

▲ Lundi 8 décembre 1997

Le mouvement des femmes en Italie. Le débat sur la parité et les quotas

Bianca Beccalli (sociologue, Centro di studi e ricerca Donne e Differenze di Genere, Milan).

Discutante : Christiane Veauvy (sociologue, Centre de sociologie de l'éducation et de la culture – EHESS).

▲ Lundi 12 janvier 1998

Au cœur de la citoyenneté sociale en Amérique Latine : la construction d'un acteur social sexué

Bérangère Marques-Pereira (sociologue, directrice du Centre d'Etudes Latino-Américaines de l'Institut de Sociologie (CELA-IS), Université libre de Bruxelles).

Discutante : Jeanne Bissilliat (anthropologue, ORSTOM).

▲ Lundi 9 février 1998

Rapport à l'emploi des femmes et issues de la grossesse

Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles (sociologue, unité Recherches épidémiologiques sur la santé des femmes et des enfants, INSERM).

Discutante : Nathalie Frigul (sociologue, ISIS-unité Santé publique, épidémiologie, reproduction humaine, INSERM).

▲ Lundi 9 mars 1998

Genre, ethnicité et migrations : analyse de la politique sociale en Europe

Fiona Williams (sociologue, School of Sociology and Social Policy, University of Leeds).

Discutante : Martine Spensky (angliciste, département d'études des pays anglophones, université de Paris VIII).

▲ Lundi 6 avril 1998(*) : JOURNÉE-DÉBAT (Programme détaillé à venir)

Des hommes et des femmes face à la précarisation. Quelle dynamique biographique ?

Responsables : **Béatrice Appay** et **Christian Leomant**.

▲ Lundi 11 mai 1998

Les salarié(e)s travaillant à temps partiel, hier et aujourd'hui

Daniel Kergoat (sociologue, GEDISST-CNRS) et **Chantal Nicole-Drancourt** (sociologue, GRASS-CNRS).

Discutant : Michel Lallement (sociologue, SET-METIS, université de Paris I).

▲ Lundi 8 juin 1998

Séance consacrée aux travaux des doctorants du GEDISST.

PARIS VII-DENIS DIDEROT

**DEA « SOCIÉTÉS OCCIDENTALES, TEMPS, ESPACES
ET CIVILISATIONS »**

OPTION « SEXES ET SOCIÉTÉS »

SÉMINAIRE DU CEDREF 1997-1998

(Responsable : Claude Zaidman)

Lundi 18 h-20 h – Tour centrale – Salle 605.

Tél. 01 44 27 56 23 et 01 44 27 36 10 – Fax 01 44 27 69 64/CEDREF

Correspondance : Université Paris VII – CEDREF – Case postale 7132 – 2, place
Jussieu 75251 Paris cedex 05.

Approches féministes dans différents champs disciplinaires

Présentation par les auteurs de quelques publications récentes

▲ 24 novembre 1997

Le roman d'amour et sa lectrice, histoire d'une passion.

L'exemple Harlequin

Annik Houel (psychologie sociale, université Lyon II)

Bibliothèque du féminisme, L'Harmattan, 1997.

▲ 8 décembre 1997

Littérature policière et rapports sociaux de sexe

Danielle Charest (DEA option Sexes et sociétés, CEDRE)

Mémoire de l'EHESS, 1997.

▲ 12 janvier 1998

***La discipline de l'amour. L'éducation sentimentale
des filles et des garçons à l'âge du romantisme***

Gabrielle Houbre (histoire, université Paris VII Denis-Diderot)

Civilisations et Mentalités, Plon, 1997.

▲ 26 janvier 1998

La révolution maternelle depuis 1945 : femmes, maternité, citoyenneté

Yvonne Kniebieler (histoire, Aix-en-Provence)

Perrin, 1997.

▲ 8 février 1998

La sexualité en France

Maryse Jaspard (démographie, université Paris V)
Repères, La Découverte, 1997.

▲ 9 mars 1998

De la violence et des femmes

Pauline Schmitt-Pantel (histoire, université Paris V), sous la direction
de Cécile Dauphin et Arlette Farge
Albin Michel, 1997.

▲ 23 mars 1998

Encyclopédie historique et politique des femmes

Christine Fauré (sociologie, CNRS)
PUF, 1997.

▲ 27 avril 1998

Féminismes et nazisme

Liliane Kandel (psychologie sociale, CEDREF)
Collection « Colloques et travaux du CEDREF », 1997.

▲ 11 mai 1998

L'extrême-droite et les femmes

Fiametta Venner (sociologie) et **Claudie Lesselier** (histoire)
Ed. Golias, 1997.

▲ 25 mai 1998

Questions actuelles au féminisme

Sylvie Chaperon (histoire)
Les Temps modernes, avril-mai 1997.

DEA PLURIDISCIPLINAIRE

SÉMINAIRE GHSS 1997-1998

(Régine Dhoquois et Gabrielle Houbre)

Mercredi 17 h-19 h – Salle 318 – Couloir 34/44, 3^e étage.

Tél. 01 44 27 57 34 – Fax 01 44 27 69 64

Correspondance : Université Paris VII – Case 7001 – 2, place Jussieu 75251
Paris cedex 05.

Femmes, histoire et sociétés : le corps des femmes

▲ 29 octobre 1997

Présentation du séminaire**Régine Dhoquois** (droit et sociologie, Paris VII) et **Gabrielle Houbre** (histoire, Paris VII).**Présentation des travaux des étudiants***Le corps des femmes dans la publicité de l'après-guerre aux années 60.***Caïus Popa***Corps des jeunes filles et action éducative à Brécourt de 1945 à nos jours.***Véronique Blanchard**

▲ 19 novembre 1997

Beauté, laideur et identité sexuée**Véronique Nahoum-Grappe** (anthropologie, CETSAN/EHESS)

▲ 10 décembre 1997

Le corps, le mariage, la prostitution chez George Sand**Nicole Mozet** (littérature, Paris VII)

▲ 7 janvier 1998

L'éducation sexuelle des filles aux XIX et XX^e siècles**Yvonne Knibiehler** (histoire, université d'Aix-en-Provence)

▲ 21 janvier 1998

Le corps de la jeune fille à l'âge du romantisme**Gabrielle Houbre** (histoire, Paris VII)

▲ 4 février 1998

L'attrance pour le même sexe, les premières relations homosexuelles et l'entrée dans la sexualité. Méthodologie et résultats d'une enquête quantitative sur les comportements sexuels des 15-18 ans**Brigitte Lhomond** (sociologie, G.S.Santé/CNRS)

▲ 18 février 1998

Le sale et le propre**Deborah Puccio** (anthropologie, université de Toulouse)

▲ 25 février 1998

La pudeur

Claude Habib (littérature, Lille III)

▲ 4 mars 1998

Les femmes habillées en homme, de l'Ancien Régime aux années 1930

Nicole Pellegrin (histoire, IHMC/CNRS)

▲ 11 mars 1998

Femmes et nourriture

Michelle Perrot (histoire, Paris VII)

▲ 18 mars 1998

Voile et représentations du corps féminin

Claude Liauzu (histoire, Paris VII)

▲ 25 mars 1998

La construction sociale des corps sexués

Claude Zaidman (sociologie, Paris VII)

▲ 29 avril 1998

Les femmes et la sexualité à travers les résultats d'enquêtes des années 1990

Janine Mossuz-Lavau (sciences politiques, CEVIPOF/CNRS)

▲ 6 mai 1998

Présentation des travaux en cours des étudiants

Bilan du séminaire, Régine Dhoquois et Gabrielle Houbre

CERIC

Centre d'Etudes et de Recherches Intereuropéennes Contemporaines

SÉMINAIRE GHSS 1997-1998

3^e cycle : Histoire et civilisation des sociétés occidentales.

Formation doctorale : société, psyché, espaces et pouvoirs

Mardi 18 h-20 h – UFR GHSS – Tour 34-44 – 3^e étage – Salle 313.

Pour tous renseignements, écrire à : Mmes Rita Thalmann ou Marie-Claire Hooek-Demarle, ou Liliane Crips – EILA / CERIC – Tour 46-56 – Case 7002 – Université Paris VII – 2, place Jussieu 75251 Paris cedex 05.

Sexe et race
Discours et formes nouvelles d'exclusion
du XIX^e au XX^e siècle

▲ 21 octobre 1997

L'éthique médicale en question

Philippe Lazar (INSERM)

▲ 4 novembre 1997

Contribution du CDJC à l'historiographie de la Shoah

Jacques Fredj (CDJC)

▲ 18 novembre 1997

Polémiques et politique. George Sand

Michelle Perrot (Paris VII-Denis Diderot)

▲ 2 décembre 1997

Adam Czemiakow et le ghetto de Varsovie

Jacques Burko (Cercle G. Crémieux)

▲ 16 décembre 1997

Les industriels français et le III^e Reich

Annie Lacroix-Riz (Paris VII-Denis Diderot)

▲ 6 janvier 1998

Nazisme, vichysme : convergences et divergences

Rita Thalmann (Paris VII-Denis Diderot)

▲ 20 janvier 1998

Les juifs français et la guerre d'Algérie

Yves Aouate (historien, Paris)

▲ 3 février 1998

Les mouvements féministes français d'après-guerre

Sylvie Chaperon (université Toulouse-Le Mirail)

▲ 3 mars 1998

Israël et la Diaspora aujourd'hui

Richard Marienstras (Paris VII-Denis Diderot)

▲ 17 mars 1998

Eduquer contre Auschwitz

Jean-François Forges (historien, Lyon)

▲ 31 mars 1998

L'histoire des femmes et la notion d'événement

Christine Faure (sociologue, CNRS)

▲ 28 avril 1998 : à préciser.

▲ 5 mai 1998

Bilan et prospective

PARIS X-NANTERRE

RÉSEAU INTERNATIONAL DE RECHERCHE

CALENDRIER 1997-1998

10 h-13 h – Université de Nanterre – Salle D 201 – RER ou SNCF sortie Nanterre Université – Bât. D – 2^e étage. Pour tous renseignements, contacter : Arlette Gautier, tél. 01 48 03 51 27

Etat et rapports sociaux de sexe

▲ 14 novembre 1997

Le droit et les relations hommes/femmes/enfants

Edwige Rude-Antoine

A partir de son dernier livre à paraître aux éditions Odile Jacob en octobre.

▲ 30 janvier 1998

Citoyenneté politique : problématiques à partir d'enquêtes réalisées auprès de candidates et d'élues en France et en Vénétie

Alisa Del Re, Françoise Gaspard

▲ 27 mars 1998

Le féminisme et la prise en compte des différences sexuelles

Jeanne Bisillat et une intervenante anglaise.

UNIVERSITÉ DE ROUEN

UFR D'HISTOIRE

▲ **Femmes entre vie publique et vie privée aux XIX^e et XX^e siècles**

Anne-Marie Sohn (licence).

INSTITUT D'ALLEMAND

▲ **Berlin 1918-1933 : les Berlinoises et leurs combats**

Marianne Walle (séminaire de maîtrise).

UNIVERSITÉ TOULOUSE-LE MIRAIL

EQUIPE SIMONE

CONFÉRENCES PUBLIQUES 1997-1998

18 h-20 h – Salle du Sénéchal – 17, rue de Rémusat 31000 Toulouse. Entrée gratuite. Contact : 05 61 50 43 94

Femmes, histoire, sociétés, culture

▲ Vendredi 21 novembre 1997

Syndicalisme et militance des femmes. Le cas des employées de bureau

Yannick Le Quentrec (sociologue)

▲ Lundi 15 décembre 1997

Qui a peur d'Olympe de Gouges ? Destinée posthume d'une femme de lettres, polémiste 1748-1793

Catherine Marand-Fouquet (historienne)

▲ Jeudi 15 janvier 1998

Les politiques de la procréation : histoire et actualité

Yvonne Knibiehler (historienne) (Elle présentera son nouveau livre *La révolution maternelle*, le vendredi 16 janvier 1998 à 18 heures à la librairie Ombres Blanches, rue Gambetta à Toulouse).

Mémoire de l'EHESS, 1997.

▲ Lundi 19 janvier 1998

La lutte des femmes contre le fascisme pendant la seconde guerre mondiale

Rolande Trespé (historienne)

Avec la projection du film : « Camps de femmes ».

▲ Mercredi 25 février 1998

Illustration linguistique de la formule lacanienne :

« *La femme est sans l'avoir* »

Jackie Schön (linguiste)

▲ Lundi 16 mars 1998

Femmes et engagement politique dans les conseils municipaux

Annie Rieu (sociologue) et **Pascale Baboulet** (ethnologue)

▲ Mercredi 22 avril 1998

Crise urbaine et espaces sexués

Jacqueline Coutras (géographe)

CONFÉRENCES PUBLIQUES 1997-1998

Cycle de conférences placé sous la responsabilité de l'équipe de recherche en études féministes SIMONE et organisé dans le cadre de l'UNIVERSITÉ DU TEMPS LIBRE (conférences payantes*).

Les vendredis 17 h-19 h – Forum des Cordeliers – Salle des Trouvères – 15, rue des Lois 31000 Toulouse – Tél. 05 61 22 65 55.

Tarif : 4 conférences : 240 F – 8 conférences : 400 F.

La situation des femmes

1^{er} CYCLE

▲ 28 novembre 1997

Personnes âgées et solidarités familiales

Monique Membrado (enseignante-chercheuse en sociologie, CNRS)

▲ 5 décembre 1997

Femmes et syndicalisme

Yannick Le Quentrec (sociologue)

▲ 12 décembre 1997

La politique familiale : histoire et actualité

Jacqueline Martin (maîtresse de conférences en économie, UTM)

▲ 19 décembre 1997

Histoire du 8 mars

Sylvie Chaperon (historienne)

2^e CYCLE

▲ 9 janvier 1998

Femmes et politique en milieu rural

Annie Rieu (enseignante-chercheuse en sociologie, CNRS)

▲ 16 janvier 1998

Femmes, Islam en Occident

Djamila Amrane (maître de conférences en histoire, UTM)

▲ 23 janvier 1998

Femme maghrébine et d'origine maghrébine en France

Noria Boikhobza

▲ 30 janvier 1998

Hommes, femmes et prostitution aujourd'hui

Daniel Welzer-Lang (maître de conférences en sociologie, UTM)

**UNIVERSITÉ DE VERSAILLES
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES**

CENTRE D'HISTOIRE CULTURELLE DES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES

SÉMINAIRE DE RECHERCHE 1997-1998

« Rapports sociaux de sexe dans le champ culturel »

Vendredi 18 h-20 h – EHESS – Salle 9 – 105, bd Raspail 75006 Paris.

Représentations des femmes de pouvoir

Notre réflexion sur la construction des identités et des rapports de sexe dans et par la culture se place dans une perspective historique, mais la problématique que nous choisissons cette année correspond en France à une actualité particulière, celle de l'émergence du concept de parité dans le débat politique et philosophique, et celle plus récente de l'accession d'un certain nombre de femmes « réelles » au pouvoir politique. Nous tenterons donc, à travers des champs culturels variés et sans exclure des approches

comparatistes, de comprendre les racines culturelles à partir desquelles s'est construit en France, dans l'imaginaire social des hommes et des femmes, la représentation des femmes de pouvoir, mais aussi d'explorer la conception du pouvoir qu'ont les femmes qui y ont accédé. Nous entendrons le terme de pouvoir dans un sens social, qu'il soit politique, professionnel ou institutionnel. Les séances mensuelles d'octobre à mai privilégieront une perspective historique, alors que la journée d'études du 5 juin se focalisera davantage sur des sujets contemporains.

HUIT SÉANCES MENSUELLES D'OCTOBRE 1997 À MAI 1998

▲ 10 octobre 1997

Le féminin divin à travers les mythes

Françoise Gange

▲ 14 novembre 1997

Représentation du pouvoir chez les femmes politiques au XVI^e siècle

Eliane Viennot

▲ 12 décembre 1997

Deux adaptations de La Reine Margot au cinéma : Dréville (1954) et Chéreau (1994)

Geneviève Sellier

▲ 9 janvier 1998

Les figures de femme de pouvoir dans le théâtre romantique

Odile Krakovitch

▲ 13 février 1998

Garbo dans La Reine Christine

Isabelle Dhommée

▲ 13 mars 1998

Réception de Simone de Beauvoir

Sylvie Chaperon

▲ 10 avril 1998

L'image de Colette Audry, intellectuelle et femme politique

Séverine Liatard

▲ 11 mai 1998

Représentations des femmes politiques pendant la guerre civile espagnole et sous le franquisme

Yannick Ripa

UNE JOURNÉE D'ÉTUDES LE 5 JUIN 1998
À L'UNIVERSITÉ DE SAINT-QUENTIN

▲ *Représentation des femmes de pouvoir dans Femmes de Philippe Solers*

Anne-Lise Mauge

▲ *Représentation de l'homosexualité féminine chez les femmes de pouvoir : résistances et nouvelles pratiques (1981-1997)*

Marie-Jo Bonnet

▲ *Représentations des femmes de pouvoir chez les femmes politiques aujourd'hui*

Michèle Coquillat

▲ *L'image d'Hillary Clinton dans la presse américaine*

Isabelle de Courtrivon

▲ *La conférence de Beijing : le pouvoir des femmes contre les droits des femmes ?*

Marie-Victoire Louis

▲ *Critique du concept de pouvoir*

Geneviève Fraisse

▲ *Ce que disent les hommes politiques en France sur les femmes de pouvoir*

Françoise Gaspard

▲ *(sujet à préciser)*

Armelle Lebras-Chopart

LYON

Femmes et christianisme

Conférences et ateliers 1997-1998 organisés par le Centre femmes et christianisme – Faculté de théologie – 25, rue du Plat 69288 Lyon cedex 02.

Permanences : même adresse – mardi, jeudi : 13 h 30-19 h – mercredi : 14 h-18 h. Tél. 04 72 32 58 92 – Fax 04 72 32 50 19.

CONFÉRENCES

- ▲ **Des femmes dans l'église : trois siècles d'expériences de religieuses missionnaires**, Elisabeth Dufourcq (historienne et ancienne ministre).
Animation : Madeleine Comte (historienne).
Lundi 19 janvier 1998 à 18 h 30, salle Jean-Paul II.
- ▲ **La condition masculine : trois hommes, trois générations témoignent**, Jacques Nicole (pasteur à Martigny, Suisse), Gabriel Ehret (journaliste d'architecture), Alain Clavagnier (libraire).
Animation : Henri Bourgeois (théologien).
Lundi 2 mars 1998 à 20 h 30, salle Buret.

ATELIER ÉCRITURE

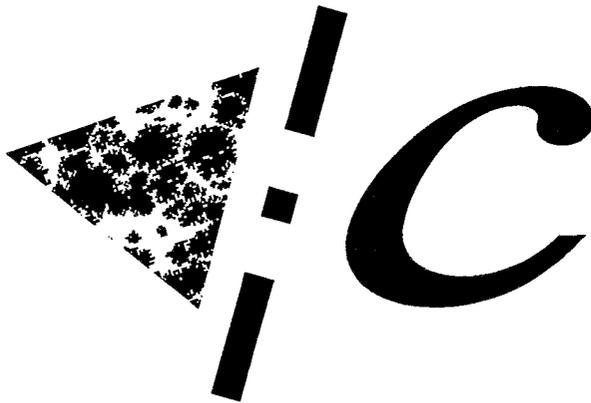
- ▲ **Notre façon d'être homme et femme s'inscrit-elle dans notre écriture ?** Pierre de Givenchy (animateur de « Vivre et l'écrire »), Anne Penicaud (chercheur au CADIR).
Lundi 1^{er} décembre 1997 de 18 h 30 à 21 h 30.

ATELIERS BIBLIQUES

- ▲ **Comment les noms divins Yhwh et Elohim, dans la Bible juive, rendent-ils compte de l'union du masculin et du féminin en Dieu ?** Francis Desrumaux (professeur de lettres).
Animation : Claire Suchel (membre de FHE).
Samedi 24 janvier 1998 de 9 h à 12 h 30.
- ▲ **La création d'Eve : d'après l'hébreu, qui est cette « aide » ? En quoi le couple est-il l'image de Dieu ?** Francis Desrumaux (professeur de lettres).
Animation : Claire Suchel (membre de FHE).
Samedi 21 février 1998 de 9 h à 12 h 30.

CINÉMA ET THÉOLOGIE

- ▲ **L'amour, la solitude : Gertrude et Bess, deux femmes en quête d'absolu**, Michèle Debidour (directrice adjointe de l'IPER de Lyon).
Samedi 14 mars 1998 de 9 h à 12 h 30 (inscriptions limitées à 15 personnes).



Colloques et rencontres

France

▲ *La parité : enjeux et mise en œuvre*

**Colloque international organisé par l'équipe Simone – Université de Toulouse-Le Mirail
6 et 7 février 1998**

Lancée comme une revendication il y a cinq ans à peine, l'idée de parité politique entre femmes et hommes a ouvert dans les sciences sociales un champ d'interrogations et de débats inattendus. Après la mise en évidence du dernier rang tenu par la France en Europe en matière de proportion de femmes en politique, les réflexions pluridisciplinaires ont d'abord porté sur les fondements et les spécificités d'une *démocratie à la française* attachée au principe de l'universalité des droits. Ce principe est inscrit dans les Constitutions de 1946 et 1958, ainsi d'ailleurs que la garantie d'égalité des droits des femmes et des hommes, dans tous les domaines.

Les refus successifs du Conseil d'Etat (1979) et du Conseil constitutionnel (1982) en faveur des quotas, la résistance des milieux politiques, la confusion entretenue entre quota et parité, les divergences d'interprétations sur la parité et sur sa mise en œuvre, sont autant de signes de la diversité des enjeux actuels induits par cette revendication.

Portées par les centres de recherches féministes, des manifestations scientifiques ont été organisées dans plusieurs universités parisiennes. Les

dimensions pluri-disciplinaires et européennes de ces échanges sont attestées par les nombreuses publications de ces deux dernières années. Le retentissement de ces réflexions dans le monde de la presse ou de l'édition témoigne de l'intérêt suscité. Au terme de cinq années d'échanges, il nous semble que deux points essentiels restent à creuser et que l'on pourrait résumer par les alternatives suivantes :

- La parité revendique-t-elle une représentativité des femmes ou bien remet-elle en question la persistance de la domination masculine ?
- La parité entre-t-elle en contradiction avec le principe d'égalité ou au contraire correspond-t-elle à une application plus large et plus concrète de ce principe ?

En d'autres termes, il convient aujourd'hui de répondre à la question de la *parité pour quoi faire* ? afin de mieux cerner la question de *comment la faire* ? Il s'agira de dresser un bilan des enjeux sous-jacents aux arguments actuellement en contradiction, afin de répondre à un certain nombre de questions : la parité est-elle utile et nécessaire à la rénovation de notre système politico-juridique ? Permet-elle de faire reculer les inégalités entre hommes et femmes dans la sphère publique ? Quelles pourraient en être les conséquences dans le domaine économique et social ? Permet-elle d'approcher une égalité réelle au-delà d'une égalité de droit obtenue par les femmes et jusqu'ici non appliquée ? Plus largement, la parité politique est-elle possible sans une parité sociale, en particulier dans la sphère domestique et professionnelle ? Que peut-on attendre de la première pour améliorer la seconde ? Faut-il inscrire la parité dans la Constitution ou bien doit-elle faire l'objet d'actions positives et lesquelles ?

On proposera ainsi de procéder à l'étude des modalités concrètes de sa mise en oeuvre en recherchant l'efficacité des divers moyens juridiques et politiques dont nous pourrions disposer en France, et ceci à la lumière des regards et des expériences en cours dans notre pays et dans les pays invités. Etant donné les références fréquentes aux cas exemplaires des pays de l'Europe du Nord, nous envisageons également d'étudier les expériences récentes tentées par l'Italie et le Portugal, ainsi que celles de pays africains. Au niveau régional, nous aurons la possibilité d'échanger et de comparer les résultats de recherches en cours sur les femmes élues dans les municipalités, rurales ou urbaines.

La féminisation récente de l'Assemblée nationale et du Gouvernement nous offre l'opportunité d'élaborer des stratégies pour le futur de manière à prolonger dans le moyen terme la mobilisation ponctuelle de ce colloque. Dans un souci de décentralisation nous poursuivrons donc deux objectifs : d'une part, faire la synthèse des enjeux tant théoriques que pratiques de la mise en oeuvre de la parité, d'autre part, ouvrir au public de notre région cette rencontre entre universitaires, institutionnels et partenaires du milieu associatif.

Jacqueline MARTIN

COMITÉ SCIENTIFIQUE DU COLLOQUE

Equipe Simone : Sylvie Chaperon (histoire) - Agnès Fine (histoire) - Jacqueline Martin (économie) - Eric Millard (droit public) - Laure Ortiz (droit public) - Annie Rieu (sociologie) — **Personnes extérieures** : Françoise Gaspard (sociologie) - Michèle Riot-Sarcey (histoire)

SECRETARIAT DU COLLOQUE

Pierre Fraixanet

Centre de Promotion de la Recherche Scientifique

Maison de la Recherche - Université de Toulouse-Le Mirail

5, allées Antonio Machado - F-31058 Toulouse Cedex 1

Tél : 05 61 50 44 68 - Fax : 05 61 50 37 14 - e-mail : fraixane@cict.fr

PROGRAMME

VENDREDI 6 FÉVRIER 1998

9 h 00 : Allocutions d'ouverture

9 h 30 : **LA PARITÉ : UNE REVENDICATION, QUELS FONDEMENTS ?**

Modératrice : Jacqueline Martin

▲ **La parité, histoire d'une idée et état des lieux**, Claude Servan-Schreiber.

▲ **La parité et les figures de la citoyenneté**, Jean Vogel.

11 h 00 : **POUVOIR, REPRÉSENTATION DES FEMMES ET « REPRÉSENTATIONS FÉMININES »**

Modératrice : Monique Membrado

- ▲ **Du gouvernement domestique au gouvernement politique**, Geneviève Fraisse.
- ▲ **Masculinité du pouvoir / apports d'une féminisation du pouvoir**, Alain Lipietz.
- ▲ **La féminisation du pouvoir vue par les Français-es et par les hommes politiques**, Mariette Sineau.

14 h 00 : **PRÉSENCES DES FEMMES AU POUVOIR : QUELLES PRATIQUES ?**

Modérateur : Daniel Welzer-Lang

- ▲ **Femmes élues en milieu rural : quels modes de gouvernance ?** Annie Rieu.
- ▲ **La démocratie locale à l'épreuve des femmes : la ville de Rennes**, Annie Junter-Loiseau.
- ▲ **Profils d'élues municipales au Québec : des Reines abeilles aux féministes**, Evelyne Tardy.
- ▲ **Parcours ascensionnel d'une femme vers la direction de la CFDT : Nicole Notat**, Michèle Zancarini Fournel.
- ▲ **Les obstacles aux pratiques syndicales des femmes**, Yannick Le Quentrec.

16 h 30 : **IMPLICATIONS SOCIALES D'UNE REVENDICATION POLITIQUE**

Modératrice : Nicky Le Feuvre

- ▲ **Qu'appelle-t-on politique ?** Françoise Collin.
- ▲ **Les Africaines dans la vie politique : quelques exemples**, Scholastique Dianzinga et Djamila Amrane.
- ▲ **La construction de la démocratie paritaire en Finlande : défis pour l'avenir ?** Eeva Raevaara.
- ▲ **Les faux et les vrais obstacles à la parité : une enquête en Vénétie**, Alisa Del Ré.

SAMEDI 7 FÉVRIER 1998

9 h 00 : **IMPLICATIONS JURIDIQUES DE LA PARITÉ**

Modératrice : Agnès Fine

- ▲ **Parité et représentations politiques**, Laure Ortiz et Eric Millard.
- ▲ **Les contraintes juridiques de la parité**, Francine Demichel.
- ▲ **Politiques de la Communauté Européenne et du Conseil de l'Europe**, Regina Tavarès Da Silva.

11 h 00 : **MISES EN ŒUVRE DE LA PARITÉ**

Atelier 1

- ▲ **Les voies politiques de la parité**, Régine Saint-Criq, Monique Dental et Sylvie Chaperon.

Atelier 2

- ▲ **Les voies juridiques de la parité**, Serge Regourd et Eric Millard.

14 h 30 : **SYNTHÈSE DES ATELIERS ET DISCUSSION**

Sylvie Chaperon et Serge Regourd

15 h 30 : **Table ronde : OPPORTUNITÉ ET FAISABILITÉ DE LA PARITÉ**

Modératrice : Françoise GASPARD

Participantes : Danièle Lochak, Nicole Dewandre, Yvette Benayoun Nakache, Roselyne Bachelot et Jacqueline Salvan.

17 h 30 : **Clôture du colloque**, Françoise Gaspard

DIMANCHE 8 FÉVRIER 1998

10 h 30-12 h 30 : **Visite guidée du Vieux-Toulouse** (gratuite).

Etranger

▲ *European Conference on Gender Equality in Higher Education*

Conférence organisée par l'université d'Helsinki, Finlande.

30 août-1^{er} septembre 1998

Contact : Teija Mankkinen – PB 33 (Yliopistonkatu 4) – FIN-00014

University of Helsinki – E-mail : tieja.mankkinen@helsinki.fi

tel. +358-9-1912 2541 – fax +358-9-1912 3993.

<http://www.helsinki.fi/gendereq>

PROGRAMME

▲ Sunday 30 August 1998

15.00 - 17.00 : Registration

17.00 - 19.30 : Opening of the conference and reception

▲ Monday 31 August 1998

10.00 : Plenary session : « Role of Ministries of Education »

12.30 : Lunch break

14.00 - 18.00 : Concurrent sessions

20.00 : Conference dinner

▲ Tuesday 1st September 1998

9.00 : Concurrent sessions continue

12.00 : Lunch break

13.00 : Plenary session : « From formal measures to practice »

16.00 : Conference summation and close.

▲ *World Conference on Family Violence*

September 8-11, 1998 – New Delhi, India

Contact : (800) 720-6115 – www.wcfv.org

The World Conference on Family Violence is a combined effort of the YWCA of the USA and People to People Ambassador Programs. The international Steering Committee has established the following conference goals :

- ▲ Provide delegates with practical models of sustainable solutions to family violence.
- ▲ Provide the resources for practitioners to combat the problem within the cultural and contextual environment at home.
- ▲ Address the continuum of family violence in an interactive, participatory environment.
- ▲ Provide the framework and development resources for future implementation of regional and international exchanges.



AOIFE. Press release

JULY 10, 1997. COIMBRA, PORTUGAL.

The newly established Association of Institutions for Feminist Education and Research in Europe (AOIFE) met in Coimbra in July 1997. The General Assembly finalised the statutes and agreed on a programme of future activities.

AOIFE is forging links between teaching and research that relate to the enhancement of the status of women in Europe.

AOIFE is awaiting the outcome of a Thematic Network application to SOCRATES — the new education programme of the European Union. A major focus of the Thematic Network is to provide a European platform for education and the planning of curriculum development in the field of women's and gender studies. Special attention will be given to the application of the new information technologies for teaching, especially for women.

Research applications are being prepared by institutions that are members of AOIFE, including the only one in the social science research division of the European Union (Targeted Socio-Economic Research). To date only one programme in the field of women's studies has received funding from this scheme.

Through women's studies and gender issues, AOIFE aims to secure at the European level, the same prominence for women in the field of education and research that some have already gained at national level.

In this phase of activities, AOIFE is aiming to strengthen existing links with other European associations and networks in the same area, notably WISE, ENWS, WITEC and others. Task forces have been set up to deepen connections with institutions in Eastern Europe, the Mediterranean region and Latin America. More will follow in future years.

New members are welcome in the Association of Institutions for Feminist Education and Research in Europe. Membership is open to institutions in further, higher education, research centers and institutions, documentation and research centers, and national and European networks. The annual fee is 500 ECUs for full members and 250 ECUs for associate members.

For further information about AOIFE, please contact :

AOIFE Secretariat c/o NIKK, University of Oslo – PO Box 1156 Blindern – N-0317 Oslo, Norway – Phone : +47 22 85 89 21 – Fax +47 22 85 89 50 – E-mail : aoife-secretariat@nikk.uio.no.

IDEM

INFORMATION-DROIT-ÉGALITÉ-MOUVEMENT

Festival ciné gay et lesbien.

« L'homosexualité, c'est pas que du ciné ! »

IDEM, association homosexuelle mixte de Pau, soucieuse de contribuer au mouvement gay et lesbien de masse, met en place une manifestation cinématographique dans le but de faire découvrir les homosexualités au public. Elle se déroulera au sein de la ville de Pau (Pyrénées Atlantiques), notamment au cinéma d'art et essai *Le Méliès*, sur un week-end de quatre jours, entre la fin janvier et le début février 1998. Autour des œuvres cinématographiques projetées, s'organiseront diverses manifestations périphériques (micro-trottoir, débats et conférences) qui nécessitent des soutiens extérieurs d'ordre humain, logistique et/ou financier...

Pour mettre en place ces dernières, l'association recherche en particulier :

- des intervenants-conférenciers sur l'homosexualité (dans une perspective sociologique, psychologique, historique ou juridico-politique), universitaires, écrivains...
- des exemples de questionnaires (dans le cadre du micro-trottoir).

IDEM vous remercie donc de votre possible contribution, quelle que soit sa nature (informations, idées, contacts...), pour nous aider à remplir au travers de cette manifestation notre objectif primordial : informer le public sur les homosexualités.

Contact : IDEM (loi 1901) – 32, rue Samonzet – BP 114 – 64001 Pau cedex.

Réseau femmes/CDEACF

ARTICLES PRÉVUS POUR LE PROCHAIN NUMÉRO DU *BULLETIN* :

▲ Rubrique « Grands événements internationaux »

Divers comptes rendus ou témoignages :

- sur la cinquième Conférence sur l'éducation des adultes à Hambourg, en Allemagne qui a lieu en juillet ;
- sur la rencontre « Economie solidaire » au Pérou en juin ;
- sur une rencontre internationale du Réseau femmes et villes, à New York, à l'automne.

En connaissez-vous d'autres ?

▲ Rubrique « Projets d'échanges »

- Rencontre à Montréal, à l'automne 1997, entre groupes de femmes du Rwanda et des groupes de femmes du Québec sur la problématique de la violence envers les femmes dans un contexte de guerre ou encore de violence conjugale.
- Quelques thèmes : formes et cycles de violence, violence institutionnelle, politique, économique, mythes et préjugés, processus de guérison, etc.

- Activité financée et réalisée dans le cadre d'un programme de Développement et Paix « Réhabilitation et réinsertion socio-économique au Rwanda, 1996-1997 ».

▲ Rubrique « Ressources »

- Bibliographie sélective sur l'analyse de genre. Cette recherche a été demandée au CDEACF par un groupe du Cameroun. Le sujet étant d'actualité, nous avons pensé en faire profiter tous les groupes du Réseau. D'autres ressources à partager ?

Contact : RÉSEAU FEMMES / CDEACF – 1265, rue Berri – Bureau 340 – Montréal, Québec, Canada, H2L 4X4 – Tél. 514-844-3674 – Fax 514-844-1598 – E-mail : CDEACF@CAM.ORG. – Internet : <http://www.cam.org/~cdeacf>.



Publications
des membres
de l'ANEF

Jeanne Bisilliat

PUBLICATIONS

- ▲ *Femmes du Sud, chefs de famille* (sous la direction de), 1996, Paris, Karthala.
- ▲ *Face aux changements, les femmes du Sud* (sous la direction de), 1997, Paris, L'Harmattan.

SOUTENANCE

- ▲ **Les femmes dans les sociétés du Sud : la cassure du savoir.**
Thèse sur travaux soutenue à Paris I, le 10 décembre 1996.

Nicole Décuré

PUBLICATIONS

- ▲ « Bon genre, mauvais genre », *Les Langues Modernes* 3, 1996, pp. 38-43.
- ▲ A World of its Own : The Island in Women's Mystery Fiction. *Clues : A Journal of Detection* 16 : 2, Fall/Winter 1995, pp. 95-109.
- ▲ The Eva Wylie Novels : « It Takes a Really Good Heroine to Make a Really Bad Villain », *Mystery Readers Journal* 12 : 3, Fall 1996, pp. 6-8.

- ▲ There are Pigs Under Every Rock, *Mystery Readers Journal*, 12:4, Winter 1996-1997, pp. 4-7.
- ▲ The Detective who Came from the Cold : The first Kate Shugak Books, *Mystery Readers Journal*, 13 : 2, Summer 1997, pp. 5-8.
- ▲ « Pleins feux sur les limières anglo-américaines: 30 ans de féminisme, 15 ans de polar », *Les Temps Modernes* 595, août-septembre-octobre 1997, pp. 35-52.
- ▲ A Woman in Control : The Cool Blonde with Good Looks and a Silvery Voice, *Clues* 18 : 2. Fall/Winter 1997, pp. 31-41.

Marie-Claude Hurtig

Chargée de recherche au CNRS

PUBLICATIONS

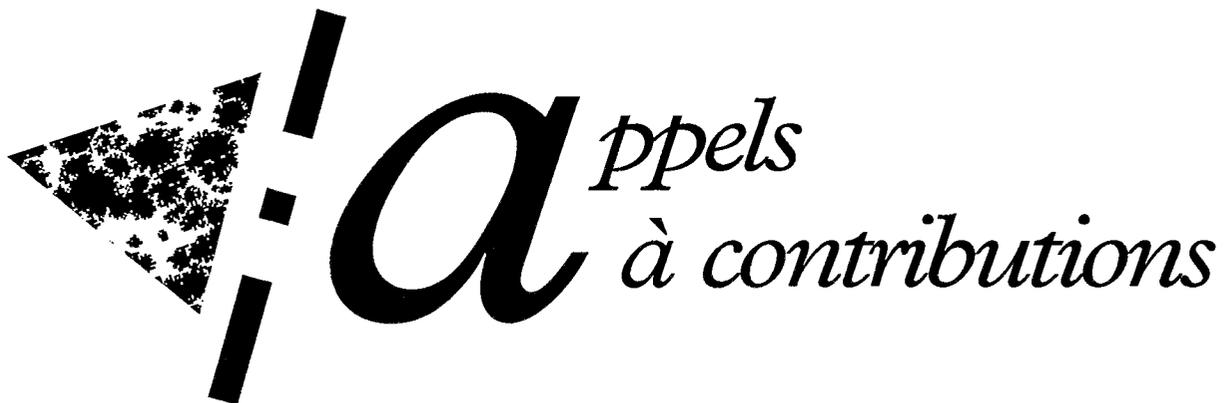
- ▲ (avec M.-F. PICHEVIN) 1996 : Describing men, describing women : Sex membership salience and numerical distinctiveness. *European Journal of Social Psychology*, 26, pp. 513-522.
- ▲ 1996 : « Comment la psychologie a traité et traite les femmes », in M. Caron (éd.), *Femmes et sciences*, Paris, ASTS, pp. 56-62.
- ▲ (avec M.-F. PICHEVIN) 1997 : « Sexe et cognition », in J.-P. Leyens et J.-L. Beauvois (éd.), *L'ère de la cognition*, vol. 3 de J.-L. Beauvois, *La psychologie sociale*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, pp. 213-224.
- ▲ (sous presse) « Sexe/genre », in *Dictionnaire des sciences psychologiques*, Paris, Larousse.
- ▲ (sous presse) (avec M.-F. PICHEVIN) « Asymétrie sociale, asymétrie cognitive : le système catégoriel de sexe », in R.-V. Joule, J.-L. Beauvois et J.-M. Monteil (éd.), *Perspectives cognitives et conduites sociales*, vol. 6, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé.
- ▲ (sous presse) (M.-F. PICHEVIN et M.-C. HURTIG, éd.) « Sexe et pouvoir » / Sex, Gender and Power, Numéro spécial de la *Revue internationale de psychologie sociale / International Review of Social Psychology*, 9.

Françoise Picq

Maître de conférences à l'université Paris IX Dauphine. Docteur d'Etat en science politique.

PUBLICATIONS MISES À JOUR 1997

- ▲ « "Un homme sur deux est une femme". Les féministes entre égalité et parité (1970-1996) », *Les Temps Modernes*, avril-mai 1997.
- ▲ « De l'égalité des deux sexes », (à paraître, publications de la Ligue des droits de l'homme).
- ▲ « Le MLF, exception française ou modèle ? », in Y. Cohen et F. Thébaud, *Les processus d'intégration des femmes au politique. Féminismes et cultures nationales*, coll. Les chemins de la recherche, programme en sciences humaines, Rhône-Alpes, 69609 Villeurbanne cedex (à paraître en 1997).



Appels à contributions

Appel d'offres

ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES, DYNAMIQUE DES ÂGES ET VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

Ce programme pluriannuel, initié par la **MIRE** et la **CNAV** en 1996, donne lieu à un deuxième appel d'offres lancé sur la base d'un partenariat institutionnel élargi rassemblant des organismes intervenant dans les domaines de la technologie et des services publics : EDF, France Telecom, SNCF, Caisse des dépôts et consignations (branche Retraites), Secrétariat d'Etat à l'Industrie, Plan Construction Architecture (ministère de l'Équipement), MIRE, CNAV.

Cette action de recherche en sciences sociales se situe à l'articulation des champs du vieillissement, des technologies, des services et des modes de vie. Elle vise, à partir de la prise en compte du facteur âge, à analyser les dimensions sociales des usages et de l'offre des techniques et des technologies. Trois axes ont été retenus pour cet appel d'offres :

- les usagers âgés et les usages des techniques et technologies ;
- la mise en œuvre de services à support technologique ;
- les effets du vieillissement de la population sur la production et la consommation de biens et de services à support technologique.

Le dossier de l'appel d'offres peut être demandé du 8 décembre 1997 au 6 février 1998 inclus à : la **MIRE** : Hélène Lesueur – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité – 11, place des Cinq-Martyrs du Lycée Buffon – 75696 Paris cedex 14. Tél. 01 44 36 92 18 – Fax 01 44 36 92 20. ou la **CNAV** : Muriel Miquel – Direction des recherches sur le vieillissement – 49, rue Mirabeau 75016 Paris – Tél. 01 53 92 50 20 – Fax 01 53 92 50 26.

Date limite de réponse à l'appel d'offres : mardi 17 février 1998.

Women's Worlds : call for papers...

7th INTERNATIONAL INTERDISCIPLINARY CONGRESS ON WOMEN

Women's World calls for papers and proposals for Women's Worlds 1999 : 7th International Interdisciplinary Congress on Women at Tromsø, Norway, in June 20-26, 1999. Themes and projects ? An open invitation to make your voice(s) heard !

POSSIBLE KEY THEMES :

- Women's worlds in the 21st century : utopias or dystopias ?
- Indigenous women of the world : common problems, common priorities ?
- Women of/on the coast : resource management
- Women and development, women and the environment
- Women in politics – women as politicians
- The (Nordic) Welfare State – a woman's best friend ?
- Women and men : new roles – new relationships
- Growing up fe/male
- Women and education
- Women and aging
- Women artists – women and art
- Women and traditional arts and crafts
- Women musicians – women and music
- Women as storytellers ; literature and gender
- Women's history
- Women's spirituality
- Women and the law
- Women and/in advertising
- Women in Academia
- Publishing feminist research / women's studies
- Women and war : women as peacemakers
- Sexual violence against women
- Women's bodies – women's health
- Women and technology
- Women in economic theory and practice
- Women and work.

Contact : Women's Worlds 99 – University of Tromsø, N-9037 Tromsø, Norway.

Call for papers for a new journal :

INTERNATIONAL JOURNAL OF SOCIAL RESEARCH METHODOLOGY.
Theory & Practice

A key feature of this new journal will be the mix of academic and theoretically-slanted methodological articles, articles relating to research practice in professional and service settings, and those considering the relationship between the two. It will thus address an audience of

researchers within academic and other research organisations and researcher-practitioners in the field.

IJSRM will provide :

- a focus for on-going and emergent methodological debates across a wide range of social science disciplines and substantive interests ;
- an international medium for the discussion of social research methodology, across a range of approaches, as these relate to practical, theoretical, ethical, political, epistemological and philosophical issues ;
- a forum for researchers and « practionner-researchers » to consider methodological issues as these relate to research practice in a range of professional and service settings and sectors ;
- a base for the dissemination of information about events and book publications in the broad field of social research.

Each edition of the journal will be divided into three main sections :

1. Methodology :

This section will contain peer-reviewed « reflexive » theoretically-based papers (around 6,000 words), debating and exploring methodological issues, across a range of disciplines, methodological approaches (for example, qualitative and quantitative), and substantive topics. Articles will address all aspects of the research process, from conceptualisation through to « writing up ». In addition, as the editors deem appropriate, overview or review articles will be commissioned from a leading author, discussing debates or the state of the art in relation to an area of research methodology.

2. Practice :

This section will contain shorter pieces from both academics and practitioner-researchers (around 3,000 words) concerned with the application of research methodology among a range of professional and service sectors (for example, action research and practitioner research), as well as the teaching of social research methodology and practice. These papers will be subject to peer (academic and/or practitioner-researcher) or editorial review, as appropriate.

3. Information :

This section will contain reports on, notices of forthcoming, methodologically-related conferences and events, as well as reviews of

books concerned with social research methodology. These will be subject to editorial review.

Contact : The Marketing Dept, Taylor & Francis Ltd, 1 Gunpowder Square, London, EC4A 3DE, UK – Tel. +44(0) 171 583 0490 – Fax +44(0) 171 583 0585 – Email : info@tandf.co.uk.

Call for papers, CESCIB Conference

1918-1928-1998.

BRITISH WOMEN'S PARTICIPATION IN POLITICAL DECISION-MAKING

We are planning a two-day conference, the first half-day on women's participation in political decision-making, even before the right to vote was obtained : their participation in the running of local affairs, in the establishment of the Poor Law, etc. A second half-day on the 1918 law : the history of the Bill in parliament, in the Women's Movement, in public opinion : those who supported and those who did not, the feminist and anti-feminist press. The attitude of the political parties, the trade unions and of different groups in the Women's Movement with regard to women's suffrage. The reaction of those in power after the Bill became law. Was the female electorate a new political force ? A half-day on the 1928 law : pressure groups, the Women's Movement, opinion in and outside parliament before and after the Bill became law, changes in electoral voting patterns.

A round table on the question of women's political power in Europe today.

The conference is being organised by the CESCIB (Centre de recherche sur le Commonwealth et les îles britanniques). It will take place on 20-21 November 1998 at the University of Paris VIII. Send the title of your proposal contribution before January 15th, and abstracts before April 15th, to : Martine Spensky – DEPA (Département d'études anglophones) – Université de Paris VIII – 2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis. France.

Or leave a message, fax (n° 01 42 58 16 89) or an e-mail (martine@easynet.fr). Do not forget to leave address and contact numbers.



Comptes rendus

L'entrée dans la sexualité

(Les comportements des jeunes dans le contexte du sida)

Sous la direction de Hugues Lagrange et Brigitte Lhomond

Aux Éditions La Découverte et Syros, Paris, 1997; 431 p.

Vient de paraître en mars 1997, aux éditions La Découverte, les résultats de la monumentale enquête « Analyse des comportements sexuels des jeunes », réalisée avec le soutien de l'Agence nationale sur le sida en 1994.

Cette enquête portant sur 6 445 jeunes de 15 à 18 ans résidant en France métropolitaine, avait pour objectif principal de « dresser un tableau précis des comportements à risque pour le VIH » mais aussi « de comprendre les dynamiques d'entrée dans la sexualité ». C'est certainement ce deuxième point qui revêt le plus grand intérêt scientifique, selon moi.

Ainsi, plus qu'une enquête sur les pratiques sexuelles des adolescents aujourd'hui, la recherche consistait à mettre en évidence les voies et les démarches par lesquelles les adolescents « entrent dans l'univers sexuel ».

D'emblée donc, les auteurs partent d'un postulat fort peu freudien mais qui a son efficacité pour une recherche de ce type : ils considèrent

l'entrée dans la sexualité comme définie par l'entrée dans une sexualité génitale relationnelle soit, pour le dire freudiennement, la partie « émergée de l'iceberg »... Il s'agit donc d'un travail avant tout sociologique, de terrain, qui étudie à l'aide d'un questionnaire de 374 items les actes et pratiques sexuelles mais aussi, ce qui fait la richesse de l'enquête, les démarches, les continuités et les discontinuités de cette entrée dans la sexualité adulte, les délais que les adolescents se donnent dans l'enchaînement de leurs pratiques sexuelles. Ces conduites, les chercheurs les découpent en les définissant comme allant du « premier baiser avec la langue » aux pratiques de coït en passant par les caresses et les pratiques orogénitales. L'apport majeur de cette enquête — au regard d'études plus strictement comportementales — est l'analyse très détaillée de la temporalité de la mise en acte des pratiques amoureuses et sexuelles conçues comme séparant la sexualité infantile de la sexualité adulte.

Et ce n'est pas une des moindres satisfactions pour moi que d'avoir trouvé confirmé, dans le travail dirigé par Hugues Lagrange et Brigitte Lhomond, qui ne doit rien au dispositif de la clinique psychanalytique, l'impact principal de la théorie freudienne qui concerne l'aspect traumatique de la sexualité humaine.

En effet, deux dimensions de la sexualité sont bien mises en évidence au travers de l'enquête : celle qui fait de la sexualité (on pourrait dire dans son aspect social et biologique) une évolution naturelle, liée au développement et une deuxième, autrement plus complexe et conflictuelle — que la réflexion analytique continue d'explorer — qui concerne l'aspect transgressif et/ou traumatique de la sexualité.

De ce point de vue, l'enquête valide tout à fait la réflexion analytique qui fait de l'entrée dans la sexualité génitale un passage à l'acte, une mise en cause des modèles antérieurs (que la psychanalyse articule aux représentations parentales) et qui se manifeste dans les réponses adolescentes par le fait que, subjectivement, pour chacun, c'est bien du lieu d'une rupture que va pouvoir s'opérer ce passage à la génitalité. L'enquête permet d'objectiver le fait que la mise en acte de différentes pratiques sexuelles (ou leur mise en attente) situent des franchissements subjectifs et des seuils qui engagent les sujets qui les produisent, au-delà d'une simple consommation banalisée de jouissance, dans une transformation de leur rapport aux autres et au monde.

L'ouvrage proprement dit, analysant les résultats de l'enquête, est organisé en trois parties : les modalités d'entrée dans la sexualité génitale, la description de la nature et des formes des relations sexuelles génitales des adolescents, enfin, les risques, les connaissances sur le sida et les modalités de protection de ces jeunes. C'est un ouvrage dense, précis et imposant (431 pages) et il me semble que l'enjeu de ce travail considérable dépasse largement l'objectif épidémiologique de départ.

Je retiendrai, pour ma part, quelques éléments à rapporter à la mise en fonction de la différence des sexes.

Généralement, s'il existe une similitude entre filles et garçons sur la dimension transgressive de la sexualité, cette mise en acte se construit de façon assez différenciée. Que les relations longues, donc sous le signe de la relation amoureuse, soient préférées par les filles, quand les garçons valident plus massivement la quantité d'expériences, c'est-à-dire valorisent plus les relations sexuelles, pouvait être attendu, encore fallait-il l'observer et en dégager les proportions.

Dans un autre registre, si l'enquête observe que les garçons pratiquent la masturbation deux à trois fois plus fréquemment que les filles, il est très intéressant de constater que la masturbation masculine cède avec l'entrée dans une sexualité de relation tandis que, côté filles, comme les auteurs s'expriment : « Il y a une synergie entre masturbation et sexualité relationnelle ». Autrement dit, l'entrée dans une sexualité de relation semble ouvrir aux jeunes filles un accès plus décidé à leur propre corps ; et cette masturbation choisie n'a pas le caractère compulsif qu'elle présente chez les jeunes garçons. Mais l'on voit bien les difficultés d'interprétation que posent ces quelques éléments. Est-il question de répression ? Ou de différence à imputer à un différentiel anatomique ? Ou d'un impact particulier de la castration chez l'un et l'autre sexe ? Etc.

Enfin il semblerait que d'une façon générale, les cadres de référence se prennent désormais pour les adolescents non plus auprès de leurs ascendants mais dans le groupe adolescent lui-même. La question se pose évidemment, au-delà des biais que les auteurs ont traité à la mesure de leur possibilité, si l'enquête telle qu'elle était construite pouvait attraper de façon significative la façon dont les jeunes intériorisaient les modèles familiaux au-delà des valeurs culturelles, religieuses, et des notions de classe sociale, elles, plus simples à appréhender par l'enquête.

Concernant la prévention liée aux risques de contamination par le VIH, les auteurs observent que l'accroissement de l'utilisation des préservatifs est considérable depuis les années quatre-vingt-dix, alors que le premier rapport sexuel n'est pas plus précoce en moyenne qu'il y a vingt ans. L'intérêt majeur de cette partie de l'étude réside dans le détail des quelque trente tableaux et figures qui donnent des résultats concernant les connaissances et attitudes des jeunes face au sida.

En résumé, par son ampleur mais aussi sa rigueur méthodologique et son souci de rester au plus près des résultats de l'enquête, l'ouvrage se révèle un outil précieux voire indispensable pour tout chercheur travaillant sur la sexualité tant il apparaît évident que cette entrée dans la sexualité génitale « fait le lit » des comportements futurs.

A lire donc dans le détail de ses tableaux et de ses graphiques !

Irène Foyentin

La sexualité en France

de **Maryse JASPARD**

Editions La Découverte, Collection Repères, Paris, 1997, 125 p.

Chez le même éditeur, c'est un ouvrage d'une toute autre nature que nous propose M. Jaspard et pas moins intéressant que *L'entrée dans la sexualité*. Son objet, comme le titre de la collection l'indique, est de nous donner des repères sur la sexualité en France. L'exercice était périlleux : balayer à grands traits la sexualité française depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours, ainsi que les nombreux courants de pensée qui vont du freudisme au féminisme des années 70 en passant par les courants théologiques, l'amour courtois, la sexologie, l'observation statistique de la sexualité, etc. Le pari est tenu, ce petit livre d'à peine 130 pages est un travail sérieux, dynamique, agréable à lire et dont les partis pris permettent, me semble-t-il, assez bien d'avoir une vue d'ensemble pour un sujet si difficile à mettre en perspective.

Démographe, Maryse Jaspard a certainement de l'aisance avec la longue durée, et une vision synthétique. Féministe, ayant travaillé longtemps avec le planning familial, elle fait une place importante au mouvement des femmes et à la façon dont les femmes ont été les réelles actrices d'une transformation des assujettissements sexuels.

On pourrait regretter parfois la rapidité avec laquelle l'auteur traite certains aspects des théories qui ont construit notre « révolution sexuelle ». Elle promeut en particulier une vision bien sociologique de la théorie freudienne. Il me semble d'ailleurs que cette discipline a plutôt initié la réflexion ethnologique sur la sexualité qu'elle n'en a retardé l'avènement (cf. le courant culturaliste aux Etats-Unis) comme le pense l'auteur.

Les longues pages accordées à l'observation statistique de la sexualité et à la sociologie actuelle de la sexualité auraient pu céder un peu de terrain à une approche plus fine des différentes mises en discours de la sexualité; en particulier à la pensée lacanienne riche en aphorismes concernant la sexualité.

Il n'en demeure pas moins que l'auteur a fort bien tiré parti des contraintes qui étaient les siennes. Et si c'est aux étudiants ou à ceux qui ne connaissent pas le domaine que s'adresse d'abord cet ouvrage, ils trouveront de quoi alimenter intelligemment leur désir d'en savoir plus.

Irène Foyentin

Photo Nicole Décuré



Bordeaux, 24.10.1997.

Whose Human Rights ?

Margherita Rendel

Trentham Books, London, 1997; 222 p., appendix, tables, selected bibliography, index.

Margherita Rendel est avocate et enseignante émérite des droits humains à l'Université de Londres. Elle a fondé un enseignement sur les droits humains à l'Institut de l'éducation de cette université. Militante féministe infatigable, elle a été pénalisée dans sa carrière universitaire par un enseignement qui dérangeait.

En cette fin de siècle où la rhétorique des « droits humains » occupe une place prépondérante dans le discours politique des leaders des grandes nations et des organisations internationales, l'ouvrage de Margherita Rendel vient à son heure pour faire le point sur la question et éclairer les enjeux qui la sous-tendent.

Contrairement à la mode en vogue dans les milieux universitaires, elle ne craint pas d'affirmer l'incompatibilité du relativisme culturel avec les droits humains à la liberté, à la vie, à un niveau de vie adéquat qui, étant valables pour tous/toutes, ne peuvent être repoussés sous prétexte de culture. Elle montre aussi que la démocratie peut entrer en conflit avec les droits humains car la loi de la majorité peut écraser les droits des minorités d'un même pays.

A l'échelle globale, le fondement légal des droits humains a été défini par la Charte et les déclarations de l'ONU et de ses organisations affiliées. Leur contenu est repris dans les déclarations, conventions et procédures des organisations régionales ou étatiques.

L'apport le plus original de l'ouvrage de M. Rendel est de donner une grille d'analyse de la problématique des droits humains en posant deux questions démystifiantes : dans quel but sont utilisés les droits humains ? A qui profitent-ils ? En prenant l'exemple du droit humain à l'éducation, l'auteure montre la diversité des discours sur ce droit, invoqué tantôt pour réprimer, tromper, instrumentaliser ou pour faire carrière, tantôt pour élever le bien-être des populations ou d'une minorité et leur participation à la politique et à la démocratie, tantôt pour la recherche de la vérité, de la beauté ou tout simplement pour le plaisir d'apprendre.

Whose Human Rights ?

Margherita Rendel

Trentham Books, London, 1997; 222 p., appendix, tables, selected bibliography, index.

Margherita Rendel est avocate et enseignante émérite des droits humains à l'Université de Londres. Elle a fondé un enseignement sur les droits humains à l'Institut de l'éducation de cette université. Militante féministe infatigable, elle a été pénalisée dans sa carrière universitaire par un enseignement qui dérangeait.

En cette fin de siècle où la rhétorique des « droits humains » occupe une place prépondérante dans le discours politique des leaders des grandes nations et des organisations internationales, l'ouvrage de Margherita Rendel vient à son heure pour faire le point sur la question et éclairer les enjeux qui la sous-tendent.

Contrairement à la mode en vogue dans les milieux universitaires, elle ne craint pas d'affirmer l'incompatibilité du relativisme culturel avec les droits humains à la liberté, à la vie, à un niveau de vie adéquat qui, étant valables pour tous/toutes, ne peuvent être repoussés sous prétexte de culture. Elle montre aussi que la démocratie peut entrer en conflit avec les droits humains car la loi de la majorité peut écraser les droits des minorités d'un même pays.

A l'échelle globale, le fondement légal des droits humains a été défini par la Charte et les déclarations de l'ONU et de ses organisations affiliées. Leur contenu est repris dans les déclarations, conventions et procédures des organisations régionales ou étatiques.

L'apport le plus original de l'ouvrage de M. Rendel est de donner une grille d'analyse de la problématique des droits humains en posant deux questions démystifiantes : dans quel but sont utilisés les droits humains ? A qui profitent-ils ? En prenant l'exemple du droit humain à l'éducation, l'auteure montre la diversité des discours sur ce droit, invoqué tantôt pour réprimer, tromper, instrumentaliser ou pour faire carrière, tantôt pour élever le bien-être des populations ou d'une minorité et leur participation à la politique et à la démocratie, tantôt pour la recherche de la vérité, de la beauté ou tout simplement pour le plaisir d'apprendre.

C'est en examinant les conséquences du droit à l'éducation pour l'utilisateur/trice finale que l'on peut le mieux définir sa fonctionnalité : « En considérant qui sont les bénéficiaires des droits, nous sommes d'autant mieux capables d'apprécier si ces droits remplissent leurs buts explicites d'aider à redresser la balance entre le faible et le puissant, le pauvre et le riche. Les droits peuvent apparaître pour certains comme une rhétorique de principes moraux, servant comme des moyens de contrôle social, mystifiant le faible, et dont l'hypocrisie sert à aggraver l'oppression du faible. » Des exemples concrets sont donnés à l'appui de ce constat.

En conclusion, l'auteur passe en revue les progrès de l'énonciation des droits humains relatifs aux femmes à la fois dans la Déclaration du Congrès de Vienne (1994) et dans la Plate-forme de Pékin (1995). En insistant plus particulièrement sur la nécessité d'éradiquer les violences et la pauvreté qui frappent encore la majorité des femmes dans le monde, non seulement ces deux déclarations définissent les droits humains des femmes mais aussi « elles légitiment la lutte contre la domination présente et presque exclusive d'une doctrine officielle économique avec ses conséquences sociales et économiques cruelles ».

A la lecture de cet ouvrage, écrit par une juriste confirmée, on ne peut que souhaiter que se développent, dans les universités françaises et au CNRS, des recherches et un enseignement sur les droits humains car, comme le remarque pertinemment l'auteure, chacun/e d'entre nous devrait travailler à la promotion des droits humains pour tous/toutes et « cet enseignement devrait aider les femmes et les hommes à reconnaître et à respecter ces obligations dans leur vie personnelle et professionnelle ».

Dans le prolongement de la pensée de Margherita Rendel, ne peut-on estimer qu'en se battant pour leurs droits humains menacés ou éradiqués par le rouleau compresseur de la « mondialisation de l'économie », les féministes d'aujourd'hui sont parmi les véritables rebelles des temps modernes ?

Andrée Michel

Encyclopédie politique et historique des femmes

Sous la direction de Christine Fauré.

PUF.

Après les cinq volumes de *l'Histoire des femmes en Occident*, cette encyclopédie apporte un autre éclairage, une autre conception de l'histoire. Non pas l'histoire des mentalités et des représentations, non pas l'histoire des femmes inscrites dans la vie quotidienne.

L'objet de cette encyclopédie c'est la présence des femmes dans l'histoire, la grande histoire, celle des révolutions, des bouleversements qui sont au départ des civilisations, celle qui généralement se dit au masculin.

Christine Fauré inscrit son projet dans un retour à l'histoire événementielle et dans une filiation avec *l'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Il s'agit de « situer, décrire, apprécier la participation féminine, dans le mouvement général de transformation qui a marqué notre société occidentale ». La démarche encyclopédique permet en effet l'« enchaînement des connaissances humaines », la mobilisation d'un savoir pluridisciplinaire et le regroupement des diverses histoires pour dégager « le mouvement général des sociétés ». S'insurgeant « contre ce parti-pris d'escamotage des révolutions et des conflits, qui marquèrent comme date et rupture la démocratisation de la société occidentale », les auteurs veulent aussi apprécier l'investissement par les femmes de la sphère publique et leur rapport au pouvoir. Pour les voir comme actrices de l'histoire, mais aussi pour rendre visibles les limites qui ont borné, et bornent encore sous la forme du « plafond de verre » la condition politique des femmes. Dissiper l'invisibilité de celui-ci, c'est aussi montrer « la domination masculine », combattre le préjugé bourdieusien de son intemporalité et la réintégrer dans l'histoire.

L'ouvrage se compose de trois grandes parties. La première, « au seuil de la modernité », pose la question : « Les femmes peuvent-elles gouverner ? ». On y examine les différentes justifications à l'exclusion des femmes : la loi salique, les théories religieuses et politiques, mais aussi l'action des femmes dans un mouvement de révolte, la Fronde.

La deuxième partie : « L'Ere des révolutions » mêle action des femmes dans les révolutions (anglaise, américaine, françaises — 1789,

1848, 1871 — russe, allemande, grecque) et analyses des contradictions de la philosophie des Lumières et des théories révolutionnaires à propos des femmes.

La troisième partie : « Combats pour la démocratie » s'intéresse au combat des femmes pour la conquête de leurs droits, en Amérique du Nord et en Europe, mais aussi à leur condition et à leur action dans la guerre d'Espagne, sous le nazisme, le fascisme italien, le salazarisme, dans la France du Maréchal. On y trouve un bilan de deux guerres mondiales en matière de droits politiques pour les femmes, celui des pays socialistes d'Europe de l'Est concernant la liberté et l'égalité des femmes, une étude du féminisme des années 70, de l'action des organisations internationales, de l'Islam en Occident et des femmes turques immigrées. L'ouvrage s'achève avec la démocratie représentative : place des femmes dans les parlements et les partis politiques, mappemonde des parlements du monde en 1995.

Un ouvrage de référence, indispensable dans toutes les bibliothèques d'études féministes. L'une des sources incontournables pour la révision des programmes d'histoire au moment où l'urgence se manifeste de modifier la représentation du rôle des femmes dans l'histoire, en destination notamment des manuels scolaires (voir le *Rapport au Premier ministre* à ce sujet).

Françoise Picq

Rapport au Premier ministre sur la représentation des hommes et des femmes dans les livres scolaires

Par Simone Rignault et Philippe Richert

La Documentation Française, mars 1997.

Le gouvernement d'Alain Juppé, conformément aux recommandations de Pékin, a confié à un sénateur et une députée une mission parlementaire sur la représentation des hommes et des femmes dans les manuels scolaires. On aurait pu, disent-ils, penser qu'il s'agissait là de « vieilles lunes, renvoyant à des combats féministes d'arrière-garde », le combat n'étant plus d'actualité parce que déjà réglé. Ils ont donc fait des découvertes qui ne nous étonneront pas, mais qu'il est toujours bon de rappeler.

« En France, malgré les mesures prises il y a une dizaine d'années, des stéréotypes sexistes existent toujours dans les manuels scolaires. » Une étude des matériels didactiques et des recherches en cours ainsi qu'un certain nombre d'auditions leur ont permis de dresser le constat : les femmes apparaissent moins souvent que les hommes ; lorsqu'elles apparaissent, leur présence n'est ni soulignée ni valorisée. La place de « la femme » est le plus souvent réduite à son rôle de mère et d'épouse, de femme-objet. Dans le monde du travail, les femmes apparaissent dans des métiers traditionnellement féminins ou non valorisants. Ainsi les modèles d'identification proposés aux filles sont-ils peu nombreux, stéréotypés et l'exercice du pouvoir est presque toujours associé à un homme.

A partir de ce constat, les parlementaires font un certain nombre de recommandations en direction du ministère de l'Education nationale, du Service des Droits des femmes, des administrations, des éditeurs et des auteurs. Agir sur la conception des programmes, à l'occasion de leur refonte, formuler explicitement une problématique non-sexiste, créer dans les IUFM et en formation continue un module obligatoire incluant le repérage des stéréotypes et la problématique de l'égalité des chances, féminiser le corps de l'Inspection générale et le Conseil national des programmes, mettre en place des jurys de concours où hommes et femmes soient en nombre égal, créer un prix annuel pour les outils pédagogiques les plus novateurs en la matière, etc.

Pour évident que le constat puisse nous paraître, il nous offre un appui d'autant plus convaincant qu'il émane de parlementaires non suspects de sympathies féministes. Considérant que « l'école de la République a deux missions importantes : enseigner et intégrer », ils incluent la promotion de l'égalité des chances entre tous les individus dans cet objectif. Au moment où nous devons relancer l'action pour une meilleure intégration des problématiques féministes dans l'enseignement, ce document est fort utile. Il insiste, et nous en sommes d'accord, sur la faible sensibilisation des enseignants à ce sujet et sur le décalage qui existe entre les livres d'histoire issus de la recherche universitaire et le contenu des manuels édités. Il est aussi une indication de ce sur quoi doivent porter nos efforts pour que les études féministes trouvent leur débouché naturel dans les programmes et les manuels scolaires.

Françoise Picq

Photo Nicole Décuré



Triangle d'Or, 5 août 1992.

Qui doit garder le jeune enfant ?

Les représentations du travail des mères dans l'Europe en crise

Rapport d'étude pour la CNAF, juin 1997.

Responsables scientifiques : Jane Jenson et Mariette Sineau.

En comparant les modes de garde et les politiques publiques dans quatre pays (la Belgique, la France, l'Italie, la Suède et l'Union européenne), les neuf auteur.es examinent les fondements idéologiques et les systèmes de légitimation de la division sociale et sexuelle du travail. Des années 60 aux années 90, les donnes ont changé : le baby-boom a fait place au baby-crack et le plein emploi au chômage de

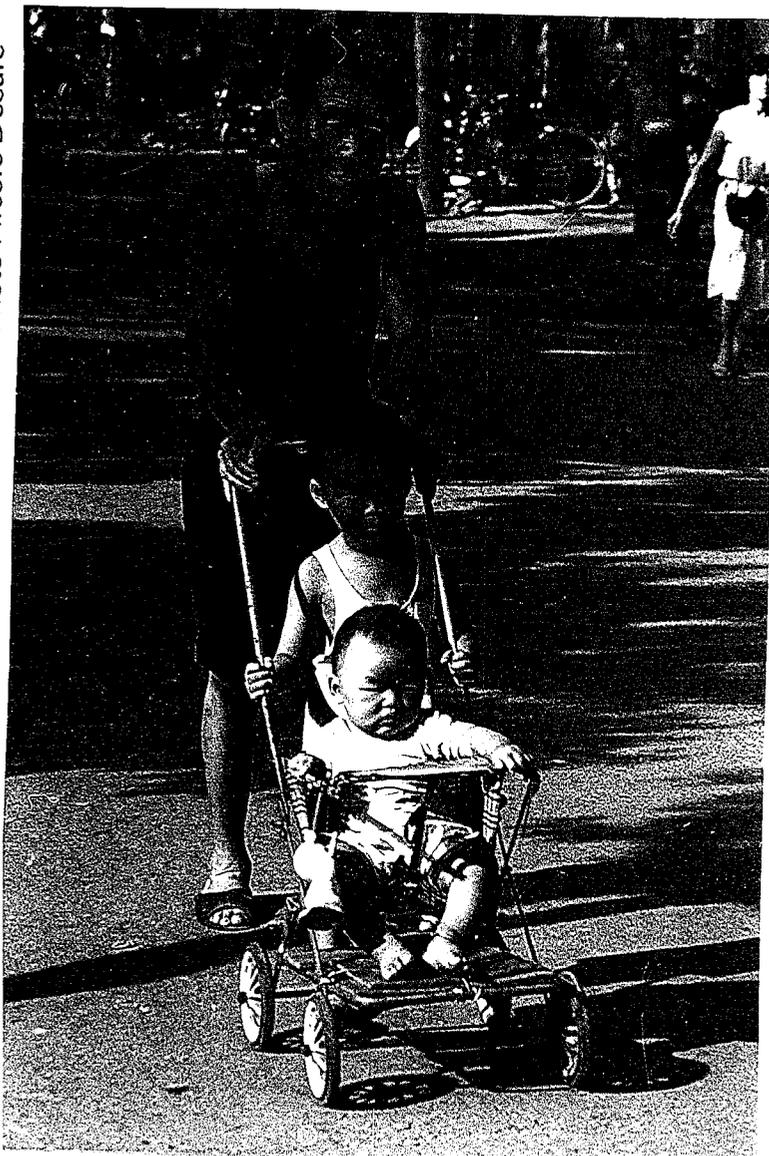
masse ; pourtant les femmes, et notamment les mères de jeunes enfants, se maintiennent sur le marché du travail.

Chacun avec son propre « paradigme sociétal », les pays étudiés ont suivi les mêmes étapes : conception moderne de la citoyenneté incluant les droits économiques et sociaux et modèle de la mère éducatrice dans l'après-guerre, promotion du modèle égalitaire des années 60-70, crise et émergence de nouvelles inégalités dès la fin des années 70.

On assiste à un développement de la garde individuelle à travers les congés parentaux, mais ceux-ci sont de nature très différente. Rémunérés forfaitairement (et modestement) en France et en Belgique, ils correspondent à un « salaire de parent au foyer », alors qu'en Suède une rémunération en fonction du salaire antérieur en fait un véritable système assurantiel fondé sur la « qualité de travailleur ». Massivement utilisés en Suède, ils touchent la quasi-totalité des mères actives, mais très peu de pères malgré une volonté affirmée de favoriser l'égalité des sexes par une indemnisation élevée. La politique publique suédoise se définit comme « politique de l'enfance » et « politique d'égalité des sexes », dimension peu prise en considération ailleurs. Partout le rôle de l'Etat diminue et celui du marché augmente, au nom de l'individualisation des choix ; les disparités régionales s'accroissent, en même temps que les différences de traitement entre classes sociales.

On voit bien, à travers la comparaison des modes de garde d'enfants, les représentations du travail des femmes et de la « conciliation » attendue entre travail professionnel et charges familiales. La diversité des modèles éclaire le sens de chacun et les choix politiques, souvent implicites, qui président à ceux-ci (comme la mise sous condition de ressources des allocations familiales ou la réduction de l'AGED). On ne peut que regretter que cette étude (qui s'appuie largement sur les rapports du Réseau des modes de garde d'enfants de l'Union européenne) soit limitée à quatre pays et ne débouche pas sur une politique européenne (qui prend plus en compte l'égalité entre les sexes que la plupart des politiques nationales). On voit bien à quel point nous avons besoin d'un mouvement féministe important, coordonné au niveau européen, pour influencer les politiques publiques.

Françoise Picq



Guilin, Chine. Été 1985.

Les femmes et la politique

Sous la direction d'Armelle Le Bras-Chopard et Janine Mossuz-Lavau
L'Harmattan, collection « Logiques politiques », 1997.

Comme le colloque de Saint-Quentin-en-Yvelines (octobre 1996) dont il est issu, ce livre fait le tour de la question autour de quatre parties : le regard de l'histoire, le vote, l'éligibilité, les comparaisons avec l'étranger.

Les intervenantes sont pour la plupart des spécialistes bien connues : Michèle Perrot, Christine Bard, Virginie Martin, Janine Mossuz-Lavau, Françoise Gaspard, Mariette Sineau, Maud Edwards, Svetlana Aïvazova, Raymonda Hawa-Tawil.

La question sous-jacente est celle de l'exception française en matière politique : retard à accorder le suffrage aux femmes hier, une représentation juste aujourd'hui. La spécificité française se lit dans l'histoire : la loi salique, l'exclusion du droit de cité au moment où se construit la citoyenneté universaliste et individualiste ; l'ambivalence de la République à l'égard des femmes qui lui sont attachées en raison de sa force émancipatrice malgré un conservatisme à leur égard qui ne se dément pas.

Lorsqu'enfin les Françaises votent « dans les mêmes conditions que les hommes », leur autonomie reste illusoire ; suspectes d'incompétence politique, on leur demande pourtant de régénérer le système politique. Leur vote pourtant se transforme par étapes, trouve sa spécificité (réticence devant l'extrême-droite, survote socialiste et écologiste) dans une évolution qu'on constate dans presque tous les pays européens.

La rareté des femmes élues demeure une spécificité française qu'il faut expliquer par un système politique et institutionnel particulier (mode de scrutin, cumul des mandats, désignations à la discrétion du gouvernement) mais aussi par une culture politique particulièrement masculine et une rhétorique universaliste qui les empêche de se regrouper. C'est également pourquoi le débat sur la parité y est aussi vif : entorse à l'indifférenciation en droit, la revendication paritaire apparaît comme un contre-modèle face à « l'universalisme indifférent aux différences ». Il n'empêche que la place des femmes dans la vie politique est devenue un argument électoral.

On peut noter les progrès réalisés depuis la publication de cet ouvrage : 63 élues dans la nouvelle Assemblée (contre 35 dans l'Assemblée dissoute). Grâce au volontarisme des partis de gauche, la France a franchi le cap des 10 % (le groupe socialiste de l'Assemblée comptait 4,5 % de femmes, elles sont désormais 17,1 %). La Grande-Bretagne a fait encore mieux avec 18,2 % de femmes à Westminster (23 % du groupe travailliste). On peut se réjouir de ce décollage, mais sans oublier qu'il n'y a pas de progrès spontané et définitif et que la mobilisation des femmes reste nécessaire.

Françoise Picq

Parutions

L'extrême-droite et les femmes

Claudie Lesselier, Fiammetta Venner (sous la direction de)
Editions Gollias, Enjeux et actualité.

Claudie Lesselier et Fiammetta Venner ont rassemblé dans cet ouvrage un certain nombre d'articles, d'elles et d'autres femmes, à propos de l'extrême-droite et des femmes. Les unes analysent les discours de l'extrême-droite sur les femmes : « Les femmes vues de droite », d'autres des groupes de « Femmes d'extrême-droite », d'autres encore élargissent la question à « Femmes et extrême-droite en Europe de l'Ouest », une dernière s'intéresse aux féministes contre l'extrême-droite : « Agir contre l'extrême-droite ».

Dans leur introduction, Claudie et Fiammetta précisent l'objet de ce recueil à partir de leur position d'universitaires et de féministes, engagées dans la lutte contre l'extrême-droite et refusant de séparer la réflexion et l'action. C'est aussi à ces deux niveaux que je l'ai lu et apprécié. Il me paraît d'autant plus nécessaire d'en faire une critique contrastée qu'il s'en est suivi une polémique destructrice. L'enjeu est trop important pour qu'on puisse accepter un rejet sans nuance ou une nouvelle division sur cette question.

On y trouve une analyse des discours de l'extrême-droite très pertinente, qui montre bien comment la question des femmes éclaire l'ensemble d'une idéologie où la différence des sexes est la pure expression de la nature, où la métaphore sexuelle joue de la transgression pour faire surgir le refoulé. Il y a là un apport essentiel, même si certaines conclusions ne m'ont pas convaincue (la façon dont Fiammetta glisse de « ce nouvel holocauste relativise l'ancien » à « donc les nazis n'ont pas tué de Juifs. CQFD » manque quelque peu de rigueur). Je suis bien d'accord que « préférence familiale » et « préférence nationale » s'articulent et que l'avortement est aujourd'hui le thème central qui tend à fédérer les différents courants de l'extrême-droite. S'unir contre l'extrême-droite, et tout particulièrement autour du droit à l'avortement est donc primordial, mais justement c'est là qu'est le problème.

Caroline Fourest a entrepris de dresser un historique des prises de positions et des actions féministes contre l'extrême-droite depuis les années 1970. A partir de sources écrites et d'entretiens avec des protagonistes, elle a ainsi suivi le fil qui conduit de l'antifascisme du MLF et de sa lutte pour le droit à l'avortement à l'essoufflement du mouvement et à la montée des thèses d'extrême-droite. Elle n'a oublié ni l'apport des études féministes ni l'engagement des lesbiennes. Elle a bien montré comment la lutte pour la défense du droit à l'avortement a été le levier d'une contre-offensive féministe avec la création de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) et les victoires politiques et juridiques remportées. Elle a montré comment la CADAC avait su élargir la lutte pour la défense du droit à l'avortement et rallier un vaste courant à la lutte contre le sexisme lors de la manifestation du 25 novembre 1997. Mais des Assises nationales elle n'a vu que du négatif : le poids du consensus pesant sur les débats, la difficulté à inscrire le terme « droit des lesbiennes » dans la plate-forme, des débats accaparés par la « parité », montrant une grande frilosité et un collectif « en quête de respectabilité paritaire ». Et elle conclue à la récupération des forces féministes et lesbiennes par des courants institutionnels.

J'ai été surprise et choquée par une présentation aussi partielle et partiiale, par l'énormité du contresens (allez dire aux militantes de la parité que le Collectif a fait preuve de « respectabilité paritaire » !). Qu'il soit légitime et utile de souligner les problèmes qui se sont posés aux Assises, notamment à propos des lesbiennes, j'en suis bien d'accord, encore qu'il faudrait exposer les tenants et les aboutissants de ce qui est plus qu'un malentendu ; mais n'y voir que cela amène évidemment à une réaction de rejet violent de la part de celles qui sont parties prenantes. Cette unique page, qui conclue l'article en a conduit beaucoup, sans aller plus loin, à dénoncer l'ensemble de l'article et même tout le livre ; ce qui est bien dommage car l'un et l'autre sont par ailleurs fort utiles. Cette chute malencontreuse est d'autant plus regrettable qu'elle invalide tout l'article : comment prendre en considération la mobilisation autour de la défense de l'avortement si c'est pour en arriver là ! Et comment s'unir contre l'extrême-droite en commençant par dénigrer ses alliés dans ce combat ? Il ne faut pas se tromper d'ennemis, le risque aujourd'hui n'est certainement pas l'extension à « un trop grand nombre d'organisations ».

Une autre remarque concernant la dénomination de « camp prochoix ». C'est aussi le titre d'un nouveau journal publié par Caroline Fourest, Moruni Turlot et Fiametta Venner : *Provie*. Leur programme : « Etre prochoix face aux provie ». Cela me paraît inadéquat et dangereux. En traduisant le « prochoice » américain, on plaque les termes du combat sur une situation française heureusement fort différente. On accepte de placer l'opposition là où les « provie » veulent la voir, dans un combat entre deux camps « provie » et « prochoix ». Cette logique ferait de nous un groupuscule symétrique au leur, alors que nous portons les valeurs de la démocratie. Nous nous sommes battues pour la liberté de disposer de notre corps et nous avons gagné parce que, au-delà de notre avant-garde radicale, une grande partie de la société a reconnu dans ce combat la défense de certaines valeurs auxquelles elle était attachée. C'est ce « camp » laïque, républicain, anti-fasciste, de gauche et d'extrême-gauche... que le Collectif des droits des femmes veut rassembler autour des droits des femmes.

Françoise Picq

Féminismes et nazisme

Sous la direction de Liliane Kandel, CEDREF.

[Christine Bard • Corinne Bouillot • Renate Bridenthal • Françoise Collin • Liliane Crips • Sonia Dayan-Herzbrun • Marie-Josèphe Dhavernas • Nicole Gabriel • Atina Grossmann • Anne-Marie Houdebine-Gravaud • Liliane Kandel • Marion Kaplan • Claudia Koonz • Françoise Leclerc • Selma Leydesdorff • Tobe Levin • Claudie Lesselier • Claude Maignien • Brigitte Scheiger • Gudrun Schwarz • Paul Pasteur • Leonore Siegele-Wenschkewitz • Karin Walzer-windaus • Michele Wendling]

En hommage à Rita Thalmann.

Les auteurs réunis ici, venus d'horizons très divers, examinent l'histoire des mouvements féminins sous l'ère nazie, et les différentes lectures et interprétations que l'historiographie féministe propose, aujourd'hui, de cette période. Récusant l'idée d'une quelconque « grâce de la naissance féminine », comme celle d'une malédiction de la pensée féministe (soit, toute tentative d'idéalisation ou de diabolisation des unes, et des autres) les articles rassemblés mettent en lumière les apports

des analyses féministes et leur portée heuristique, ainsi que leurs difficultés, leurs conflits, leurs impasses ou leurs dérives.

A travers les questions de « l'historisation » des situations extrêmes et des périodes de rupture de l'histoire, ils soulignent enfin quelques enjeux des études féministes dans les débats politiques et historiques contemporains.

SOMMAIRE

- ▲ Femmes, féminismes, nazisme, ou : on ne naît pas innocent(e), on le devient.
Liliane Kandel

1. Les temps incertains

- ▲ Les femmes juives et l'expérience du féminisme dans les années 1930.
Marion Kaplan
- ▲ Les bouches de pierre et l'oreille du tyran : des femmes et de la délation.
Nicole Gabriel
- ▲ « Je sollicite l'aryanisation rapide du logement ».
Brigitte Scheiger
- ▲ Des femmes devant les cours de justice à la Libération.
Françoise Leclerc, Michèle Wendling
- ▲ Les femmes SS - 1939-1945.
Gudrun Schwarz
- ▲ National-féminisme et « hygiène raciale » : l'itinéraire d'Agnes Bluhm (1862-1943).
Liliane Crips
- ▲ Point de vue grec et point de vue juif : Hannah Arendt.
Françoise Collin
- ▲ L'École de Francfort, la question des femmes et le nazisme.
Sonia Dayan - Herzbrun

- ▲ Les sociales-démocrates face à l'austro-fascisme et au nazisme.
Paul Pasteur
- ▲ Le dilemme des féministes françaises face au nazisme et à la menace de guerre. 1933-1940.
Christine Bard
- ▲ « Vers l'âge d'acier qui s'avance à grands pas » : Madeleine Pelletier entre féminisme, révolution et antifascisme.
Claude Maignien
- ▲ L'esthétisation dans « l'art nazi ». Des femmes, des images, du langage.
Anne-Marie Houdebine-Gravaud

2. *Une lecture malaisée*

- ▲ La genèse du mouvement des femmes de RDA : les ambiguïtés de l'« antifascisme » féminin (1945-1950).
Corinne Bouillot
- ▲ Etre féministe dans un pays au-dessus de tout soupçon.
Selma Leydesdorff
- ▲ Les femmes, le nazisme et la « banalité du mal ».
Claudia Koonz
- ▲ La question des femmes et du nazisme au cœur du débat féministe.
Atina Grossman
- ▲ La « grâce de la naissance féminine » : un bilan.
Karin Walzer-Windaus
- ▲ Tendances de la théologie féministe au sein des églises protestantes d'Allemagne.
Leonore Siegele-Wenschkewitz
- ▲ Pouvons-nous appliquer les principes de la critique littéraire féministe aux écrits de femmes sur l'Holocauste ?
Tobe Levin
- ▲ La représentation du « fascisme » dans les discours féministes radicaux contemporains en France.
Claudie Lesselier

- ▲ Féminisme, eugénisme, nazisme : la confusion des langues.
Marie-Josèphe Dhavernas
- ▲ Féminisme, corporatisme et attrait du fascisme.
Renate Bridenthal

Femmes dans la Cité (1815-1871)

Alain Corbin, Jacqueline Lalouette, Michèle Riot-Sarcey (sous la direction de)

Editions Creaphis, L'Ecole des filles, 26400 Grâne, 1997.

Actes, regards et images des femmes

- ▲ Actes, regards et images des femmes.
Jacqueline Lalouette
- ▲ La femme victorienne : agir dans la cité.
Françoise Barret-Ducrocq
- ▲ Le droit à la rébellion : les femmes, le pain et la justice en France (1816-1847).
Denis Béliveau
- ▲ L'origine d'une réputation : l'image de l'impératrice Eugénie dans la société française du Second Empire (1853-1870).
Victoire Bidegain
- ▲ Sociabilité féminine et « maternalisme » : les sociétés de Charité Maternelle au XIX^e siècle.
Jean-Pierre Chaline
- ▲ Le silence des femmes. Associations féminines du premier XIX^e siècle.
Catherine Duprat
- ▲ Des femmes photographes et photographiées. 1839-1880.
Emmanuel Hermange
- ▲ Le regard d'une Marseillaise sur la politique de son temps : les *Souvenirs* de Julie Pellizone (1811-1836).
Hélène Echinand

- ▲ *Somnambules magnétiques et médiums spirites, des voyantes, des guérisseurs et des visionnaires dans la cité, 1815-1870.*
Nicole Edelman
- ▲ *Le catholicisme au féminin revisité.*
Claude Langlois
- ▲ *Des femmes écrivains à la Société des Gens de lettres (1840-1870).*
Evelyne Lejeune-Resnick
- ▲ *L'Inspection générale des salles d'asile, première voie d'accès des femmes à la haute fonction publique (1837-1881).*
Jean-Noël Luc
- ▲ *Le cœur d'Helsinki. La philanthropie comme facteur d'unification dans une ville en croissance (1848-1865).*
Alexandra Ramsay
- ▲ *Pauline Kergomard, née Reclus (1838-1925) ou comment devient-on républicaine ?*
Françoise Rosenzweig

Sociabilité

- ▲ *De la sociabilité.*
Odile Krakovitch
- ▲ *Bourgeoise et républicaine, deux termes inconciliables.*
Sylvie Aprile
- ▲ *Les femmes et l'organisation du dimanche.*
Robert Beck
- ▲ *De la tutelle à la collaboration : une femme de la noblesse dans la vie politique (1814-1830).*
Claude-Isabelle Brelot
- ▲ *Les salons de la Restauration. Une influence spécifique sur les milieux dirigeants.*
Noëlle Dauphin
- ▲ *L'entrée dans le monde : le jeune homme et les femmes (première moitié du XIX^e siècle).*
Gabrielle Houbre

A propos de la citoyenneté

- ▲ A propos de la citoyenneté.
Nicole Edelman
- ▲ Julie-Victoire Daubié (1824-1874). Ses modes particuliers d'occupation de l'espace public et d'action sur lui : une controverse ?
Raymonde Bulger
- ▲ Les femmes dans les clubs rouges, 1870-1871.
Alain Dalotel
- ▲ Vie privée et vie publique des femmes durant le siège de Paris 1870-1871.
Manuel Diatkine
- ▲ L'itinéraire d'une femme engagée dans la cité, Flora Tristan. Un exemple à éviter ?
Maire Cross
- ▲ Féminité et espace public chez Sand.
Michèle Hecquet
- ▲ Les pétitions, seul moyen d'expression laissé aux femmes. L'exemple de la Restauration.
Odile Krakovitch
- ▲ Le rôle des femmes dans les élections législatives sous le Second Empire.
Patrick Lagoueyte
- ▲ Des femmes pétitionnent sous la monarchie de Juillet.
Michèle Riot-Sarcey
- ▲ Le suffrage universel, le chef de famille et la question de l'exclusion des femmes en 1848.
Anne Verjus

Les femmes dans la cité : une place contestée

- ▲ Les femmes dans la cité : une place contestée.
Michèle Riot-Sarcey

- ▲ Claire Vigoureux (1789-1865), égérie de Charles Fourier et de Victor Considerant.
Jean-Claude Dubos
- ▲ Pierre Leroux et l'égalité des sexes.
Armelle Le Bras-Chopard
- ▲ Charles Fourier : la femme est l'avenir de l'unité universelle.
Michèle Madonna Desbazeilles
- ▲ La femme dans la politique positive : les débats entre Arthur Conte et Stuart Mill.
Annie Petit
- ▲ La parole souverainement révoltante de Claire Démar.
Christine Planté
- ▲ Les femmes saint-simoniennes : de l'égalité octroyée à l'autonomie forcée, puis revendiquée.
Philippe Régnier
- ▲ Les femmes « saucialistes ».
Francis Ronsin

Les femmes dans les luttes nationales

- ▲ Les femmes dans les luttes nationales.
Christine Planté
- ▲ Droit des femmes américaines : genèse et naissance.
Françoise Basch
- ▲ Deux personnalités féminines dans la révolution roumaine de 1848.
Dan Berindei
- ▲ Femmes à Berlin, au milieu du XIX^e siècle.
Marie-Claire Hooock-Demarle
- ▲ Le genre de la nation : conscience nationale et conscience de genre dans la Grèce du XIX^e siècle.
Eléni Varikas

Paroles oubliées

Les femmes et la construction de l'Etat-nation en France et en Italie (1789-1860)

Christiane Veauvy, Laura Pisano

Préface de Michelle Perrot, éditions Armand Colin, « Références » Histoire.

En prenant appui sur les acquis de l'histoire des femmes, Christiane Veauvy et Laura Pisano retracent le développement, en France et en Italie, de l'une des formes d'expression publique des femmes : celle qui, en relation avec la construction de l'Etat-nation, s'est manifestée dans l'écrit lié à l'événement — tracts, déclarations, opuscules, journaux, etc. —

Quels cheminements ont conduit des femmes, de condition et d'opinions diverses, à vouloir faire entendre leur parole ? Comment ont-elles envisagé le rapport des femmes à la culture et à la politique, aux moments clés de l'esquisse de la démocratie représentative : la Révolution et les années 1830-1848 en France, le *triennio rivoluzionario* (1796-1799) et le Risorgimento en Italie ?

Ainsi, *La Cause des femmes* (citoyenne X, Venise, 1797), *Ma loi d'avenir* (Claire Demar, Paris, 1833), *La Femme libre* (journal d'un groupe de saint-simoniennes, 1832-1834) — pour ne citer que quelques écrits parmi tant d'autres — ont sombré dans l'oubli jusqu'au moment où le féminisme contemporain en a redécouvert le sens. La confrontation de la France, de la Révolution de 1789 jusqu'en 1848, avec l'Italie pré-unitaire fait ressortir l'existence de convergences insoupçonnées entre femmes, ainsi que les passages de frontières qu'illustre si bien l'itinéraire de Cristina di Belgiojoso entre 1830 et 1855.

L'analyse de Christiane Veauvy et de Laura Pisano est fondée sur une triple approche : historique, sociologique, biographique. Le désir de renouer avec un pan censuré de notre passé anime cette recherche franco-italienne qui invite chacun à entreprendre sa propre lecture des écrits réunis et présentés en seconde partie de l'ouvrage, dont la plupart étaient jusqu'ici inaccessibles.

Histoire de la condition féminine

Origines judéo-chrétiennes, médicales et juridiques

Bernard Orrye

Editions Royer, « Saga femmes ».

SOMMAIRE

- ▲ Le verbe et la chair • La création • Les filles d'Eve • La sexualité • La femme est impure • Le mariage • La procréation • La descendance • La vie religieuse.

Femmes sous lois musulmanes

Sélection d'articles de Riffat Hassan :

- ▲ Théologie féministe et les femmes dans le monde musulman : une interview de Riffat Hassan par Betty Milstead
- ▲ Que signifie être musulman aujourd'hui ?
- ▲ Egaux devant Allah ? L'égalité entre les hommes et les femmes dans la tradition islamique.
- ▲ Les rôle et responsabilités des femmes dans la tradition juridique et rituelle de l'Islam (« Charia »).
- ▲ Les femmes dans l'Islam (al-Quran et al-Hadith).

Dossier 14/15

Communiqués et déclarations

- ▲ Le Forum d'action des femmes-Pakistan présente ses excuses aux femmes du Bangladesh.
- ▲ Déclaration des droits par un tribunal indépendant de femmes.

Algérie

- ▲ Genre, société civile et citoyenneté en Algérie.
Boutheina Cheriet
- ▲ Algérie : défendons les intellectuels !
Marie Chaumeil

- ▲ Assassinat d'une activiste des droits des femmes en Algérie.
Observatoire des droits humains

Bangladesh

- ▲ Encore plus de miettes pour les femmes ?
Hameeda Hossain

Egypte

- ▲ De la confiscation des droits à des accusations d'apostasie.

Ex-Yougoslavie

- ▲ Naissance, nationalisme et guerre.
Stasa Zajovic
- ▲ **Du fondamentalisme ethnique au fondamentalisme religieux.**
- ▲ **La politique cachée du relativisme culturel.**
Leur culture, notre culture.
- ▲ Le péché originel et l'internationalisme.
Marie-Aimée Hélie-Lucas

Inde

- ▲ Campagne pour l'émancipation des femmes dans une secte Ismaili Shia (Daudi Bohra) de musulmans indiens : 1929-1945.
Rehana Ghadially

Iran

- ▲ Les femmes dans le droit civil iranien 1905-1995.
A. Mehrdad
- ▲ Islam et droits des femmes : étude de cas.
Abdullahi Ahmed An Na'im

Ile Maurice

- ▲ Multi-fondamentalisme à l'île Maurice.
Lindsey Collen



Les cahiers du GEDISST

▲ N° 19 – 1997

Séminaire du Gedisst 1996-1997 : Travail, espaces et professions

Les *Cahiers du Gedisst* émanent du Groupe d'études sur la division sociale et sexuelle du travail, un laboratoire du CNRS. Cette publication, qui paraît trois fois par an, entend mettre l'accent sur les débats théoriques relatifs aux rapports sociaux de sexe et de pouvoir et contribuer ainsi à la production de nouveaux outils, concepts et analyses dans le champ des sciences sociales.

SOMMAIRE

- L'ingénieur ou le génie du mâle : masculinité et enseignement technique au tournant du xx^e siècle, Boel Berner.
- Femmes et métiers de l'informatique, Clewi Elena Rapkiewicz.
- Choisir une carrière, faire une carrière en France et en Grande-Bretagne, Rosemary Crampton et Nicky Le Feuvre.
- A propos de la construction sexuée de l'espace urbain, Jacqueline Coutras.
- L'activité technique, les formes d'organisation du travail et la question de la société, Nicolas Dodier.
- Redéfinition de la maternité et de la citoyenneté dans l'Espagne contemporaine, Mary Nash.

CHOISIR. La cause des femmes

▲ Journal n° 78 – octobre 1997

SOMMAIRE

- La parité : oui, mais quand ?
- La vie de Choisir.
- Femmes dans le monde : l'Europe aime-t-elle les femmes ?
- Cultivons-nous.
- En bref.

Contact : CHOISIR – Association loi 1901 – 102, rue Saint-Dominique 75007 Paris – Tél. 01 47 05 21 48 – Fax 01 45 51 56 10.

Chronique Féministe

▲ N° 63 – septembre-octobre 1997

« **PETITE ENFANCE, l'accueil en crise** ».

Pour comprendre pourquoi les services d'accueil des enfants sont actuellement en souffrance et certains même en danger de fermeture, il est indispensable de savoir qui finance ces services. Plusieurs articles de ce dossier permettent de saisir la complexité du système de subventionnement, principalement, à la multiplicité des sources de financement. Ils montrent également combien ce système est fragile. Une décision politique mettant en question le financement de l'une des sources peut mettre en danger tout l'échafaudage.

Ce dossier fait apparaître les incohérences des discours des divers gouvernements qui prétendent vouloir promouvoir l'égalité hommes / femmes et permettre aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle, mais qui, en réalité, multiplient les embûches qui en empêchent la réalisation. Face à la situation qui ne cesse de se dégrader et dont le pire, si la mobilisation ne s'organise pas, est pour demain, les syndicats FGTB et CSC ainsi que les femmes parlementaires réunies au sein du Comité d'avis du Sénat, ont réagi. Vous pourrez lire dans nos pages leurs prises de position exprimées sous forme de plate-forme, de communiqué de presse, d'avis, etc.

Tout cela et nos rubriques habituelles, vous le trouverez dans ce numéro de *Chronique Féministe*.

Contact : Université des Femmes – Chronique Féministe – 10 rue du Méridien 1210 Bruxelles – Tél. 02/229 38 72 – Fax 02/229 38 53.

CLIO

▲ N° 5 – 1997

Histoire, femmes et sociétés : Guerres civiles.

Le numéro 5 de *Clio* s'interroge sur le rôle des femmes et des hommes dans ces guerres qui n'osent pas toujours dire leur nom. De l'Antiquité grecque à nos jours.

SOMMAIRE

- Hommage à Georges Duby, Michelle Perrot.
- Des guerres innommables, Catherine Marand-Fouquet.
- La guerre dans la famille, Nicole Loraux.
- Des femmes dans leurs rôles : pour une relecture des guerres civiles à Rome (1^{er} siècle av. J.-C.), Jean-Marie Pailler.
- Les femmes dans les « troubles » du XVI^e siècle, Eliane Viennot.
- Femmes et guerres civiles, l'exemple de la Vendée, 1793-1796, Jean-Clément Martin.
- Les Salvadoriennes et la guerre civile révolutionnaire, Jules Falquet.

Regards complémentaires

- La notion de guerre civile en question, Marie-Danielle Demelas.
- La « femme nouvelle » dans la propagande phalangiste, Marie-Aline Barrachina.
- Le mythe de Dolorès Ibarruri, Yannick Ripa.

Documents

- Christine de Pizan : L'épître à la reine Isabeau (1405), texte présenté par Eric Hicks et Thérèse Moreau.
- Les femmes de la « Cause » vues par un journal phalangiste, texte présenté par Danièle Bussy Genevois.

Varia

- Des esclaves pour la liberté sexuelle de leurs maîtres, Alessandro Stella.
- « L'or enfoui », Frédérique Verrier.
- De filles en mères ; la seconde vague du féminisme et de la maternité, Sabine Fortino.

Contact : CLIO – Presses Universitaires du Mirail – 56, rue du Taur
31000 Toulouse – Tél. 05 61 22 58 31 – Fax 05 61 21 84 20.

Femmes Info – Marseille

▲ N° 79-80 – été-automne 1997

La revue du CODIF

SOMMAIRE

- Les Assises nationales de défense des droits des femmes.
- L'instauration d'une véritable démocratie, Annick Riani.
- Le sexisme dans les manuels scolaires, Jeanne Mazel.
- Le recul de la masculinité du pouvoir, Françoise Gaspard.
- Les sursauts d'une langue morte, Sophie Ravanne.
- La question de la différence des sexes, Béatrice Borghino.
- Travail - Femmes - Famille, Anne-Karen Gautrat.
- L'honneur d'un professeur, Nicole Sirejean.
- Le Bureau régional de ressources juridiques internationales, Mady Vetter.
- Algérie : ici, on ne pense pas... on tue, Yasmina Ali Oulhadj.
- Le sens du nom et sa transmission, Corinne Sai-Macchia.

Nouvelles questions féministes

▲ Volume 18 – N° 2 – 1997

Violences contre les femmes : des réponses féministes

Les articles qui composent ce numéro 2 de 1997 opposent à la brutalité des violences contre les femmes la force de la pensée féministe. Ils soulignent la puissance intellectuelle du féminisme et l'arme qu'il

représente dans le combat contre l'invisibilité des coups portés aux femmes.

Amy Elman retrace l'histoire de la pénalisation du harcèlement sexuel aux Etats-Unis et montre comment, à partir de la prise de conscience de la généralité du phénomène, les féministes ont obtenu la définition du harcèlement sexuel comme pratique de discrimination illégale. Ce qui ne put être le cas en Suède, faute, selon l'auteure, d'un mouvement féministe autonome : même avec vingt ans de retard sur les Etats-Unis, les militantes des partis politiques classiques n'ont pu faire reconnaître le harcèlement sexuel comme un abus préjudiciable en soi dans la loi sur l'égalité des chances.

« La violence contre les femmes apparaît être la norme », constate Patrizia Romito qui signe le deuxième article de ce numéro. Pour elle, le travail de la réflexion féministe consiste alors à conceptualiser toutes les formes de violence en un même continuum. Ce qu'elle fait, en appuyant sa propre démarche sur ses recherches sur les rapports entre santé des femmes et violence masculine. Son article restitue les étapes de la reconstruction féministe des catégories de pensée qui serviront à l'analyse des faits de violence contre les femmes.

En adoptant cette posture réflexive sur les réalités souvent brutales que vivent les femmes, le féminisme peut-il inclure la violence dans sa pratique ? La violence a-t-elle une place dans le féminisme ? La question est une nouvelle fois posée à travers un dialogue présenté par Jules-France Falquet entre deux féministes mexicaines, actrices et témoins du combat des zapatistes. Mercedes Olivera exprime sa foi dans les possibilités qu'offre le projet zapatiste pour changer les conditions de vie des femmes indiennes et s'ouvrir à leurs revendications spécifiques, tandis que Ximena Bedregal rappelle les désillusions d'une telle posture et la puissance d'un projet féministe qui pense de façon autonome la question de la violence et de la libération des femmes.

Nouvelles questions féministes est une revue consacrée au développement et à la dissémination de la réflexion née du mouvement féministe. Elle se veut le forum le plus large en langue française pour les analyses et les débats venant du monde entier, tout en maintenant une attention particulière à l'Europe et à la francophonie.

Pour toute correspondance ou commande, écrire à : N.Q.F. c/o
C. Delphy – IRESCO – 59-61, rue Pouchet 75849 Paris cedex 17.

Recherches féministes

▲ Volume 10 – N° 1 – 1997

SOMMAIRE

Présentation

- La recherche féministe en prise sur la réalité, Huguette Dagenais.

Articles

- Un jeu interdit : le harcèlement sexuel dans le sport, Sandra L. Kirby et Lorraine Greaves.
- Femmes chefs de partis politiques et caricatures éditoriales : l'élection fédérale canadienne de 1993, Manon Tremblay et Nathalie Bélanger.
- La maintenance des micro-ordinateurs au féminin, Clevis Elena Rapkiewicz et Natacha Djani.
- Le discours des femmes sur leur santé, un savoir essentiel pour l'intervention, Maria de Koninck.
- Féminisme et littéralité dans les lectures populaires des Québécoises. Les best-sellers féminins, 1960-1977, Denis Saint-Jacques, Marie-José des Rivières et Chantal Savoie.

Dossier : La documentation au service de la recherche féministe

- L'information documentaire, facteur de développement de la recherche féministe : une expérience tunisienne, Faouzia Hmila.
- Le projet documentaire « Femmes du tiers-monde », un outil de coopération Nord-Sud, Thérèse Tréfeu et Colette Galland.
- La documentation féministe de langue française : parent pauvre de l'information scientifique et technique (IST) ? Gaëtan Drolet.



▲ LETTRE D'INFORMATIONS, DE LIAISONS ET D'ÉCHANGES.
PARAÎT DEUX FOIS PAR MOIS. 10 F LE NUMÉRO.

Contact : Réseau femmes « RUPTURES » – 38, rue Polonceau
75018 Paris — Tél./Fax 01 55 60 91 88.

Women's World

▲ N° 31 – 1997

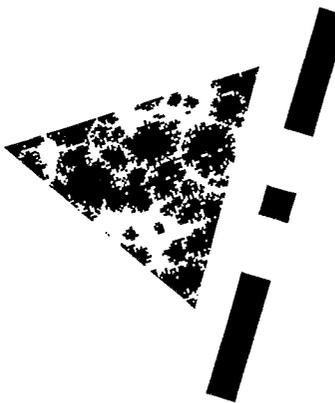
Women Picking up the Pieces : The reality of women in conflict.

CONTENTS

- Silent protests. Women living under the reality of marital law in Sudan.
- The reality of Rwanda's genocide.

- Invisible survivors : Rwandan women failed by national response.
- African women organize for peace : Kigali Declaration.
- The reality of gender violence in the former Yugoslavia.
- How effective is the Tribunal for Balkan rape survivors ?
- Zapatista women demand their rights.
- Women's experiences of war and its aftermath in El Salvador.
- The House of Comfort Women.
- Women victims of war violence demand justice : the case of the Filipino Comfort Women.
- CEDAW and women's rights.
- Awareness raising in Mauritius : women unite to end gender violence.
- Violence against women in the news : alert for action.

Contact : Isis-WICCE – Po Box 4934 – Kampala, Uganda – Tel. (256 41) 266007/8 – Fax (256 41) 268676 – email : isis@starcom.co.ug.



Manifestes

Pétition pour une réforme du nom des femmes

De quoi parlons-nous ? Du nom au sens large : appellations, titres, désignations...

1. l'appellation « madame/mademoiselle » ;
2. le féminin des noms des fonctions ;
3. le nom des femmes mariées ;
4. la transmission du nom des mères ;
5. les expressions effaçantes telles « droits de l'homme ».

Dans ce domaine, l'égalité hommes / femmes n'existe pas en droit, et encore moins en fait. Exemples :

- les femmes n'ont pas le droit de transmettre leur nom à leurs enfants (sauf exceptions) ;
- elles ont théoriquement le même droit que les hommes au respect de leur vie privée, mais... à cause du distingo « madame / mademoiselle », leur vie privée est révélée souvent contre leur volonté ;
- elles ont théoriquement le même droit que les hommes de porter leur propre nom, mais... les femmes mariées ont toutes les peines du monde à « garder » leur nom de naissance ;

- elles ont théoriquement le même droit que les hommes à un nom « normal », mais... une femme sera appelée « directeur de la communication », même si elle préfère le féminin, alors qu'un homme ne sera jamais appelé « directrice d'école ».

Pourquoi l'existence de ces discriminations est-elle grave ?

- parce qu'elles sont, et humiliantes, et quotidiennes ; et portent atteinte aux « Droits de l'homme »... des femmes, tels que le droit à la vie privée, au secret professionnel ;
- parce que leur persistance instille justement l'idée que les discriminations envers les femmes ne sont après tout pas si graves que ça, et qu'elles ne peuvent mener à mal ; l'employeur disant : « C'est bien Mlle ? Alors vous n'êtes toujours pas mariée : je peux vous inviter à dîner ? » (fait réel) — ne voit là aucun harcèlement...
- parce qu'elles accréditent l'idée que les femmes n'ont droit qu'à un strapontin dans la vie sociale : le comportement social « normal » est selon le Code civil, celui du « bon père de famille » ;
- ... et que cette modeste place, ce n'est même pas à elles de la définir, de la nommer : « Vous appeler docteur ? mais *on* dit « docteur ». « Vous n'êtes qu'une demoiselle. »

Pourquoi faut-il une réforme pour mettre fin aux discriminations de fait dans ce domaine ?

- parce que les femmes qui essaient d'obtenir le respect de leurs droits se heurtent à un mur d'ignorance et/ou de mauvaise volonté, et n'ont aucun moyen efficace d'imposer leur bon droit ;
- parce que la loi doit garantir les droits qu'elle énonce ;
- parce que la loi peut, techniquement, rétablir, garantir l'égalité, y compris dans le domaine complexe du nom de l'enfant.

Contact : CERF – Centre d'Etude de Réforme Féministe – 35, rue Geoffroy-Saint-Hilaire 75005 Paris – email : eliceevna@aol.com

Les femmes algériennes, des Mater Dolorosa, des femmes brisées, résignées ?

« Porteuses de la souffrance et du malheur, elles sont, dans notre monde occidental, l'image emblématique de l'Algérie d'aujourd'hui. »

LES FEMMES ALGÉRIENNES REFUSENT CES IMAGES

qui les enferment dans un drame archaïque, un théâtre dont la seule issue possible serait le recours aux larmes, aux suppliques, au divin. Ces femmes démocrates, avec qui nous construisons des liens de solidarité, sont :

Des femmes-forces de résistance : elles assurent chaque jour la survie des familles, les enfants vont à l'école, elles résolvent les problèmes de l'approvisionnement et font face à la cherté de la vie...

Des femmes-forces de lutte : impliquées partout, dans le milieu associatif, dans les partis, dans la presse et l'information, chacune, avec ses convictions, contribue à ne pas laisser se défaire le tissu social, à préserver ce qui pourra permettre la reconstruction.

Des femmes-forces de réflexion et de propositions : soucieuses de l'avancée de la démocratie, elles continuent à interpeller l'intégrisme et ses complices, l'Etat algérien et ses réseaux occultes, la « bonne volonté » empreinte de compassion et de paternalisme manifestée au niveau international par certains médias, ONG humanitaires, les Etats, l'ONU.

ELLES QUESTIONNENT

- Quels intérêts économiques, stratégiques et politiques, se dissimulent derrière la mansuétude récente des puissances au niveau international ?
- Quel sera le prix de la paix pour la société algérienne et pour les femmes en particulier ?
- Qui les assurera du respect des consciences, de l'intégrité des corps, des libertés individuelles, du droit au travail pour tous et pour toutes ?

- Quel cadre permettra le développement éducatif, culturel, humain des enfants ?
- Qui donnera du respect à chaque être vivant, arrêtant de dresser les couteaux et les armes de faux héros du culte de la virilité, de l'honneur et du patriarcat ?
- Qui rendra justice aux victimes d'aujourd'hui ? Quels moyens se donnera la société pour que la mémoire et l'avenir ne se construisent pas sur le blanchiment des horreurs et sur l'oubli ?
- Comment les cultures et expressions de l'Algérie pourront-elles exister et se développer dans leurs richesses et leurs différences ?

FACE À CES QUESTIONS, QUELLE ATTITUDE ?

Nous continuerons à dénoncer, comme certaines femmes algériennes l'ont fait dans la rue dès 1984 (Code de la famille), l'enfermement des femmes et la collusion mondiale des forces et des doctrines totalitaires comme elle s'est manifestée lors de la dernière conférence mondiale sur les droits des femmes, à Pékin, entre le Vatican et les états islamistes qui ont voté ensemble contre les principaux acquis internationaux des femmes.

Nous voulons témoigner de notre inquiétude à ne pas voir émerger un pôle démocratique fort et unitaire. Les médias occidentaux (presse, radio, télé) peuvent y contribuer : qu'ils cessent d'occulter ces acteurs du champ politique et leur donnent la parole.

Nous pensons urgent de renouer un flux d'échanges intellectuels, culturels et sociaux entre les deux rives de la Méditerranée : il faut favoriser la multiplication de comités (intellectuels, femmes, syndicats...) entre nos pays pour éviter que la seule circulation soit celle des armes, des idéologies conservatrices et des capitaux.

Pour que bougent les mentalités et les rapports de force, là-bas comme ici, agissons et soyons solidaires au quotidien avec les Algériens et Algériennes en lutte pour la démocratie.

Contact : Réseau Solidarité avec les femmes algériennes – 2, rue Joutx-Aigues 31000 Toulouse.



Bulletins de commande

Publications de l'ANEF

Brochures disponibles au secrétariat de l'ANEF – 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE.

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Cocher les brochures commandées.

- Etudes féministes et études sur les femmes en France en 1995
- Pouvoir, parité, représentation politique
Actes de la Journée de l'ANEF 1994
- Femmes et mouvements de femmes face à la situation algérienne : analyses et solidarités.
Actes de la Journée de l'ANEF 1995
- Etudes féministes, militantisme et mouvement des femmes.
Actes de la Journée de l'ANEF 1996
- Annuaire de l'ANEF.
Annuaire des chercheuses-enseignantes adhérentes à l'ANEF

PRIX frais d'envoi inclus

30 FF

40 FF

40 FF

40 FF

100 FF

Total de la commande : FF

Prière de joindre le règlement à la commande.



Statuts

Association Nationale des Etudes Féministes

ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :

- l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
- la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
- la création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
- la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L'association se donne également pour buts :

- la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
- le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
- le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l'association les femmes , sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l'association, et s'engagent à travailler à leur réalisation. Les demandes d'adhésion sont adressées au conseil d'administration.

L'association admet également, à titre d'associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l'association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l'association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocation. La présidence est assurée par un membre du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d'administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L'assemblée générale est l'instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d'administration est élu pour 2 ans par l'assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d'une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscite la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une proposition présentée à l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu'à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l'association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



Association Nationale des Etudes Féministes

BULLETIN D'ADHÉSION 1996

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Pays :

J'ai pris connaissance des statuts de l'ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e : 200 F (revenus mensuels inférieurs à 9 000 F)
 300 F (revenus mensuels supérieurs à 9 000 F)
 150 F (pour les étudiant-e-s)
Membre associé-e : 300 F
Service du bulletin seul : 300 F (institutions)

L'adhésion est annuelle (année civile janvier-décembre) et inclut l'abonnement au Bulletin.

**Règlement et bulletin d'adhésion ou d'abonnement à renvoyer à l'ordre de :
ANEF – 34, rue du Professeur- Martin 31500 TOULOUSE**